

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MAI 1924.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 ⁽¹⁾.

Tableau V. — Intérieur.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET ⁽²⁾, PAR M. PUSSEMIER.

I

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Les observations que l'examen du Budget de l'Intérieur a suggéré à votre Commission sont exclusivement d'ordre financier. Votre Commission, pour les motifs qu'indique le rapport général sur le Budget, a cherché avant tout si des réductions de dépenses étaient possibles. Aussi le rapport que j'ai l'honneur de vous soumettre n'expose-t-il pas, contrairement aux traditions suivies jusqu'ici, quelles extensions les services du Ministère de l'Intérieur pourraient recevoir; il se borne à l'étude de l'import des crédits dont le vote vous est proposé.

Le crédit total prévu au projet de Budget pour couvrir pendant l'exercice 1924 les dépenses des services divers du Ministère de l'Intérieur s'élève à

⁽¹⁾ Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

Projet de résolution, n° 262.

⁽²⁾ Composition de la *Commission du Budget* :

a) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans.

b) *Six membres délégués par les Sections* : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

35,847,323 francs; le crédit total porté au Budget pour l'exercice 1920 ne dépassait pas la somme de 18,075,675 francs.

La partie la plus importante de l'augmentation des dépenses, soit 16,116,500 francs sur 17,771,648 francs, ne constitue pas une charge nouvelle pour le contribuable. Cette somme représente le montant des subsides qui seront alloués à l'OEuvre nationale de l'Enfance. Or, ceux-ci ont été liquidés en 1920 par le Ministère des Affaires économiques; l'arrêté royal du 2 juin 1920 ayant rattaché l'OEuvre nationale de l'Enfance au Ministère de l'Intérieur, il y a eu pour 1921 transfert de crédit des Affaires économiques à l'Intérieur.

Mais l'augmentation réelle des dépenses dépasse cependant la somme de 1,255,148 francs, montant de la différence entre le crédit sollicité pour 1921 et le crédit alloué pour 1920; cette augmentation réelle n'est pas inférieure à 2 millions; en effet, divers postes inscrits au budget de 1920 ne se retrouvent plus au budget de 1921; de plus le crédit de 900,000 francs inscrit au budget ordinaire de 1920 pour assurer la lutte contre le développement de la tuberculose a été transféré pour 1921 au budget extraordinaire.

Cette constatation imposait donc à votre Commission l'obligation de rechercher si elle ne pourrait réaliser d'autres économies que celles qui furent décidées par le Ministre compétent, devoir d'autant plus impérieux quand elle se rappelait que le budget s'élevait à fr. 7,960,464.80 en 1912 et à 11,925,576 francs pour les dépenses normales en 1919.

Pour rendre plus aisée la recherche des économies; afin aussi de préciser la cause des charges nouvelles qui sont imposées aux contribuables, votre Commission a classé les prévisions de dépenses pour 1921 en

- 1° Dépenses d'administration;
- 2° Dépenses résultant de l'application de lois organiques;
- 3° Dépenses facultatives.

Un tableau annexé au présent rapport indique dans quelle catégorie de dépenses est classé chaque poste du budget.

Un examen sommaire du tableau démontre que la découverte d'économies à réaliser était difficile: en 1921 les prévisions pour dépenses d'administration, qui comprennent en ordre principal le paiement de traitements, s'élevaient à 12,467,293 francs; celles pour dépenses résultant de l'application de lois organiques à 29,609,150 francs; celles pour dépenses facultatives à 3,618,020 francs.

Quoiqu'il en soit votre Commission vous propose des économies.

Elles sont basées sur les principes suivants:

En principe, et sauf dans les cas où la nécessité d'une dépense est démontrée (mais ces cas sont multiples) la prévision de dépenses pour 1921 est ramenée au chiffre de la dépense faite en 1920.

Les indemnités de vie chère transférées du budget ordinaire au budget extraordinaire sont réduites de 25 %. La circulaire envoyée le 11 juillet 1920 par le Premier Ministre, Ministre des Finances à ses collègues, prescrit une diminution de l'indemnité de vie chère le jour où les index-numbers publiés par le Ministère

du Ravitaillement indiqueront un abaissement du coût de la vie. Or, ce jour est arrivé.

Le montant de tous les crédits pour jetons de présence, frais de route et de séjour a été réduit à titre indicatif.

Votre Commission estime qu'en principe ne se justifie pas l'octroi d'un jeton de présence à un fonctionnaire ou à un employé pour assister pendant ses heures de bureau aux séances de Commissions d'études au sein desquelles les fonctionnaires défendent les intérêts dont ils ont la garde à raison même du poste qu'ils occupent dans l'administration. Elle croit que le fonctionnaire, en échange du traitement qui lui est alloué, doit, sans pouvoir prétendre à l'octroi de rémunérations supplémentaire, donner pendant les heures de bureau toute son activité au gouvernement et assumer l'étude de toutes les questions qui lui seront soumises par ses chefs hiérarchiques. Votre Commission désire que le gouvernement s'explique sur cette question; dans ce but elle propose une réduction de crédits.

En ce qui concerne les frais de route, votre Commission constate avec satisfaction que l'indemnité forfaitaire allouée jadis par lieue de trajet effectué a été supprimée et remplacée par le remboursement des débours réels; la mesure est heureuse. Mais il semble que l'organisation des voyages des fonctionnaires peut encore être perfectionnée : ces derniers devraient combiner leurs déplacements de telle manière qu'ils fassent en principe plusieurs visites le même jour. La réduction proposée a pour but d'obtenir qu'il en soit ainsi.

Votre Commission a enfin voulu empêcher les transferts de crédits : dans ce but elle a précisé le libellé de certains articles du Budget.

II

OBSERVATIONS CONCERNANT LES ARTICLES DU BUDGET.

CHAPITRE PREMIER.

Administration centrale.

ART. 2.

La prévision de dépenses pour 1919 s'élevait à fr. 700,717.47; la dépense probable pour 1920 sera de 1,348,480 francs; la prévision de dépenses pour 1921 atteint le chiffre de 1,765,908 francs.

Votre Commission se plaît à constater que l'augmentation des dépenses n'est pas due à une augmentation du personnel; en fait celui-ci a diminué depuis 1920; en 1920, 173 agents étaient attachés à l'administration centrale; en 1921 il n'y en a plus que 172, quoique 10 fonctionnaires surveillant les Œuvres de l'Enfance aient été transférés du département des Affaires Économiques à celui de l'Intérieur.

L'augmentation est la conséquence de l'adjonction au crédit de postes nouveaux de dépenses (ceux d'indemnités familiales et de vie chère) et d'un relèvement du barème des traitements.

Ce relèvement a été décidé par Arrêté royal du 25 mars 1921 dont les dispositions sont appliquées avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1921.

Votre Commission a constaté avec regret la publication de cet arrêté dont l'exécution entraîne pour le Département de l'Intérieur une augmentation de dépenses qui ne sera pas inférieure à 200,000 francs.

Le Parlement est, sans aucun doute, disposé à allouer les crédits nécessaires pour accorder aux fonctionnaires le traitement que mérite les connaissances qu'ils possèdent et le travail qu'ils effectuent.

Mais il entend discuter les questions que l'examen du problème soulève et ne pas devoir se borner à voter des crédits pour des dépenses engagées par arrêté royal avant que la législation ait statué; la consolidation du barème des traitements ne pourrait être envisagée qu'au moment où ses conditions de la vie seront stabilisées.

Votre Commission se voit forcée, pour ne pas troubler le fonctionnement des rouages administratifs, de ne pas pouvoir pour ce poste de crédit vous proposer une réduction des dépenses.

Tenant compte des observations formulées ci-dessus, Votre Commission vous propose :

1° La suppression au libellé de l'article des mots : *y compris... indemnité de la vie chère* ;

2° La réduction du crédit de 1,765,908 francs à 1,591,604 francs par transfert à l'extraordinaire du poste indemnité de vie chère,

ART. 3.

Votre Commission vous propose la réduction du crédit de 15,000 à 10,000 francs, soit au montant de la dépense probable pour 1920.

ART. 4.

Votre Commission vous propose une réduction du crédit de 219,000 à 215,000 francs.

L'administration justifiait auprès de votre rapporteur le crédit de 219,000 francs en lui faisant remarquer que le service des bureaux de l'administration aurait exigé une dépense de 90,000 francs; celui de l'hôtel du Ministre et des deux cabinets du Ministre (Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur) une autre dépense de 90,000 francs; que le coût de l'entretien de l'automobile du Ministre et de l'automobile de rechange n'aurait pas été inférieur à 39,000 francs.

Des réductions de dépenses sont possibles.

Le poste du crédit affecté au service des bureaux peut être ramené à 88,000 francs. D'une part une dépense de fr. 1,337.50 pour le remontage des pendules et leur entretien peut être supprimée. Mais d'autre part le poste doit être maintenu à 88,000 francs parce que le stock de papier dont doit disposer l'administration doit être renouvelé. Depuis l'armistice l'administration disposait du papier acheté en 1919 à très bon compte au service de la récupération. En outre l'augmentation du nombre des heures de bureau amène un accroissement du coût de l'éclairage et du chauffage.

Le poste du crédit affecté au service de l'hôtel ministériel et des bureaux du Premier Ministre et celui relatif à l'emploi de l'automobile ministériel sont, à titre indicatif, réduits chacun de 1,000 francs pour marquer la volonté de la Commission de voir ajourner toute dépense qui ne serait pas strictement indispensable.

Le libellé de l'article serait rédigé comme suit :

a) Fournitures de bureau; impressions et réparations de meubles, éclairage, chauffage, menues dépenses. Frais du Bulletin du Ministère	fr.	177,000
b) Emploi d'automobiles par le Ministre		38,000
TOTAL	fr.	<u>215,000</u>

CHAPITRE II.

Pensions et Secours.

ART. 8.

Votre Commission vous propose la réduction du crédit de 15,000 francs à 12,000 francs montant moyen de la dépense des exercices antérieurs.

CHAPITRE III.

Statistique Générale.

ARR. 9.

Le crédit est à réduire de 21,608 francs à 19,208 francs par transfert du poste indemnité de vie chère.

ART. 10.

Le crédit est à supprimer; depuis longtemps aucune dépense n'est plus imputée sur ce poste.

ART. 11.

Votre Commission vous propose de réduire le crédit de 45,560 francs à 35,000 francs.

Il suffit d'ouvrir un des volumes de l'annuaire statistique de la Belgique et du Congo Belge pour constater qu'ils contiennent de nombreux renseignements rétrospectifs. La réimpression annuelle de chiffres antérieurement publiés et qui demeurent acquis augmente inutilement l'importance, donc le coût de chaque volume et l'impression du volume qui a paru en 1920 pour l'année 1914 a coûté 30,000 francs.

Votre Commission désire diminuer le nombre des feuilles des volumes qui paraîtront à l'avenir sans cependant réduire la valeur scientifique du document. Pour réaliser ce but elle demande que toutes les rubriques anciennes soient conservées dans les volumes qui paraîtront mais que soient seuls imprimés les chiffres corrigeant les données statistiques insérées dans les publications déjà distribuées. Ainsi l'annuaire conservera toute sa valeur scientifique; on y trouvera tous les renseignements qu'on y cherche généralement; mais ces renseignements seront seulement tenus à jour; les détails rétrospectifs seront à puiser dans les volumes parus et que toute bibliothèque possède.

Votre Commission a proposé une réduction de crédit pour assurer l'exécution d'une réforme que les administrations intéressées jugent réalisable.

CHAPITRE IV.

Affaires provinciales et communales.

ART. 13.

Votre Commission vous propose deux réductions.

D'abord une réduction de 4,750 francs, soit le montant de l'indemnité de résidence accordée aux gouverneurs de province; l'octroi de cette indemnité constitue un abus; ces hauts fonctionnaires ont la jouissance gratuite de l'hôtel provincial.

La seconde réduction proposée s'élève à 21,500 francs et elle concerne le poste indemnité de vie chère.

Le montant total du crédit doit être ramené de 891,300 francs à 865,050 francs et le libellé de l'article rédigé comme suit :

a) Traitement des gouverneurs, des membres des députations permanentes et des greffiers des provinces	854,800
b) Indemnité familiale des gouverneurs et des greffiers provinciaux. Indemnités de résidence des greffiers des provinces.	10,250

ART. 14.

Votre Commission propose la réduction du crédit de 4,648,912 francs à 3,978,912 francs par transfert du poste indemnités de vie chère.

Elle demande au Gouvernement de contrôler très rigoureusement toute augmentation qui serait sollicitée du cadre des agents des administrations provinciales. Ces agents qui étaient au nombre de 551 en 1920 sont aujourd'hui au nombre de 568.

ART. 16.

Votre Commission propose la réduction de 1,613,700 francs à 1,419,700 francs par transfert du poste indemnités de vie chère.

ART. 17.

La dépense probable pour l'exercice 1920 s'élèvera à 149,750 francs.

Elle se décompose comme suit :

1° Frais de route et de tournées	fr. , 103,000
2° Emplois d'automobiles du Département	1,250
3° Bornes-frontières	1,000
4° Frais d'impression, achat et relève d'ouvrages pour le service spécial de l'administration	3,000
5° Téléphones des Commissaires d'arrondissements	9,500
6° Frais de route et de séjour, jetons de présence des membres des comités techniques institués en vue s'assurer l'application de l'article 7 de loi du 10 novembre 1919	23,000

Votre Commission vous propose une réduction du crédit de 150,000 francs à 134,000 francs; d'abord, pour les motifs indiqués ci-après au chapitre VI, par réduction de 103,000 francs à 100,000 francs du poste : frais de route et de tournées; ensuite par suppression d'une prévision de dépenses pour emploi d'automobiles du Département; enfin, par réduction de 5,000 francs sur les prévisions pour frais de route de membres des comités techniques, ces réunions paraissant devoir être moins nombreuses en 1920 qu'en 1921.

CHAPITRE VI.

Milice.

Votre Commission vous propose la réduction :

- 1° Du crédit de l'article 23 de 300,000 à 150,000 francs;
- 2° Du crédit de l'article 24 de 100,000 à 75,000 francs.

Une majoration de ces crédits pour les exercices 1919 et 1920 se justifiait; les juridictions instituées par les lois du 1^{er} mars 1919 et du 10 avril 1920 ont du notamment examiner la situation de jeunes gens appartenant à six classes de milice différentes.

La classe de 1919 entrant sous les armes le 1^{er} juin prochain, les juridictions nouvelles pourront être dissoutes; les anciennes lois de milice reprendront théoriquement leurs pleins effets; les crédits peuvent donc être ramenés au chiffre des exercices antérieurs; votre Commission l'a fait.

Mais comme le vote d'une nouvelle loi de milice est certain; que donc le coût de l'application de la loi est inconnu, votre Commission, pour ne pas entraver l'action de l'administration, conserve au crédit son caractère non limitatif.

CHAPITRE X.

Service de santé et de l'hygiène.

Une remarque générale.

Par suite de transfert du poste indemnité de vie chère sont réduit :

- a) Les crédits de l'article 29 de 604,540 à 510,040 francs.
- b) Id. 33 de 270,000 à 225,000 id.
- c) Id. 38 de 342,150 à 308,150 id.
- d) Id. 41 de 61,500 à 53,500 id.

Votre Commission constate que le nombre des agents rattachés à ce service du département était de 106 en 1920; il est de 143 aujourd'hui. Elle regrette que les extensions de service aient été décidées avant le vote des crédits par le parlement; elle ne propose pas de réductions de crédits pour ne pas entraver la restauration hygiénique du pays; elle espère qu'à l'occasion de l'examen du projet de loi sanitaire l'organisation complète du service d'hygiène pourra être arrêtée par la législature.

L'examen des articles de ce chapitre a donné lieu encore aux observations suivantes :

Art. 30.

Le libellé de l'article doit être modifié.

Certes le libellé actuel est meilleur que celui des budgets antérieurs : les crédits pour les traitements ne sont plus mêlés aux crédits pour travaux et à ceux pour frais de route.

Mais au projet de budget pour 1921 les crédits pour travaux et pour frais de route sont encore réunis; votre Commission en a fait la ventilation.

Tel est l'objet du premier amendement présenté.

Le second amendement propose une réduction du crédit.

Par application des arrêtés royaux du 31 décembre 1897; 31 décembre 1898; 8 février 1911; 3 janvier 1919; 14 janvier 1920, les agents des administrations dépendant du Ministère de l'Intérieur obligés d'effectuer un déplacement recevaient une indemnité fixe par lieue de trajet effectué.

Les arrêtés royaux du 6 juillet 1920; 25 août 1920 stipulent que dans les

cas visés ci-dessus l'indemnité est remplacée par le remboursement de la dépense réellement effectuée pour accomplir le voyage.

Il n'est pas encore possible de dire si la réforme sera en fin de compte avantageuse aux finances de l'État puisque les tarifs des transports par voie ferrée ou vicinale ont été augmentés.

Quoiqu'il en soit, pour les motifs indiqués au début de ce rapport, votre section pour obtenir une organisation plus parfaite de leurs voyages par les intéressés propose une légère réduction des crédits.

Le texte de l'article 30 du Budget devrait donc être rédigé comme suit :

1. Inspection du service de santé et d'hygiène. Inspection des pharmacies.
Laboratoires de bactériologie de l'État :

a) Frais de route et de séjour	fr.	300,000
b) Travaux effectués et relatifs à ces services		28,000

2. Office vaccinogène de l'État :

a) Frais de route et de séjour.	fr.	3,000
b) Travaux effectués et relatifs à cet office.		12,000

ART. 31.

Le libellé du crédit devrait être précisé.

Votre Commission propose la rédaction suivante inscrite déjà au développement du Budget :

a) Inspection du service de santé et d'hygiène. Inspection des pharmacies. Laboratoire de bactériologie : frais de bureau, de matériel, de prix et d'analyse d'échantillons.	fr.	150,000
b) Office vaccinogène de l'État : frais de bureau et de matériel		56,000

ART. 32.

Même remarque ci-dessus.

De plus l'import des crédits est diminué par réduction du poste, frais de route et de séjour.

Votre Commission propose la rédaction suivante :

a) Conseil supérieur d'hygiène publique : indemnités, jetons de présence, frais de route et de séjour ; impressions et dépenses diverses	fr.	53,000
b) Commissions médicales provinciales et autres commissions ressortissant à l'administration du service de santé et d'hygiène : indemnités, jetons de présence, frais de route et de séjour, impressions et dépenses diverses	fr.	217,000

ART. 33.

Le montant du crédit est à réduire de 30,000 francs.

En 1920 il n'a été dépensé pour la vulgarisation des notions d'hygiène que 10,000 francs ; il y a lieu de maintenir ce chiffre de dépenses.

Votre Commission vous propose la rédaction suivante pour le libellé de l'article :

a) Subsidés aux sages-femmes pendant et après leurs études : 1° pour les aider à s'établir; 2° pour les indemniser des soins de leur art qu'elles donnent gratuitement aux femmes indigentes	fr. 20,000
b) Vulgarisation de l'hygiène : conférences et dépenses diverses. Publications relatives aux sciences médicales; subsides, souscriptions	10,000

ART. 39.

Le libellé est à modifier et l'import du crédit à réduire de 5,000 francs par diminution du poste : Frais de route.

Votre Commission vous propose la rédaction suivante :

a) Inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires et laboratoire central d'analyses : frais de route et de séjour.	fr. 225,000
b) Inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires et laboratoire central d'analyses : travaux effectués et relatifs à ces services	20,000

ART. 40.

Votre Commission vous propose une réduction de 20,000 francs au poste *a* de l'article et une modification du libellé de l'article.

Votre rapporteur est d'accord avec l'administration intéressée au sujet de la réduction de dépenses qui est proposée :

a) Inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires : frais de bureau, de matériel, de prise et d'analyse d'échantillons	fr. 150,000
b) Laboratoires d'analyses : matériel	24,000
c) Frais de participation aux expositions et congrès	4,000
d) Impressions et dépenses diverses	15,000

ART. 42.

Votre Commission vous propose une rédaction nouvelle et une réduction de crédit de 1,000 francs par diminution du poste frais de route.

L'article serait conçu comme suit :

a) Inspection des travaux d'hygiène : frais de route et de séjour. fr.	50,000
b) Inspection des travaux d'hygiène : travaux effectués et relatifs à l'inspection	4,000

ART. 44.

Un membre de votre Commission avait proposé une modification du libellé, dans le but de préciser la dépense à laquelle le crédit était affecté.

Votre Commission ne peut se rallier à cette idée.

Le crédit permet l'octroi de subsides pour l'exécution de travaux qui intéressent l'hygiène publique et pour l'étude de projets de travaux de l'espèce. Ajouter quelque chose au libellé pourrait ouvrir la porte à des difficultés au sujet de l'interprétation à donner au texte de l'article.

L'examen de cet article soulève une question plus importante.

Le crédit prévu au projet de budget s'élève à 2,000,000 de francs, en augmentation de 550,000 francs sur le crédit prévu au Budget de 1921.

Le montant des subsides promis par l'État s'élève à 9,869,621 francs.

Le relevé des engagements souscrit par l'État est reproduit à l'Annexe II du présent rapport.

Votre Commission quelque soit son désir de voir se compléter l'équipement hygiénique du pays; quelle que soit sa conviction que l'exécution de travaux d'hygiène peut réduire le chômage, estime cependant que la liste des travaux agréés mérite un examen nouveau : il doit s'y rencontrer des projets dont l'exécution peut être retardée sans inconvénients. Votre Commission désire une fois de plus affirmer que la dépense doit se borner à ce qui est absolument et immédiatement indispensable et qu'elle ne peut majorer l'import du crédit prévu au projet de budget.

CHAPITRE XI.

Hygiène sociale de l'Enfance.

Le chapitre n'a fait l'objet d'aucune observation.

Le crédit prévu à l'article 51 peut être réduit de 50,000 francs par suite du transfert du poste indemnités de vie chère.

CHAPITRE XII.

Art. 53.

L'import du crédit prévu peut être réduit de 10,000 francs.

Le montant total des déductions proposées par votre Commission s'élève à 1,293,700 francs par transfert des postes indemnités de vie chère et à 294,630 francs par diminutions de crédits.

Le poste indemnités de vie chère devant reparaitre au budget extraordinaire pour une somme de 970,475 francs, il en résulte qu'en fin de compte votre Commission a réduit au Département de l'Intérieur les prévisions de dépenses pour l'exercice 1921 d'une somme de 617,875 francs.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de budget pour l'Intérieur tel qu'il a été amendé par elle.

Le Rapporteur,
LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(12)

ANNEXE I

TABLEAU V

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Ventilation des dépenses.

Articles.	DESIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Crédit demandé.	Dépenses d'admi- nistration.	Dépenses résultant de l'appli- cation d'une loi.	Dépenses facul- tatives.	Observations.
	CHAPITRE I.					
	ADMINISTRATION CENTRALE.					
1	a) Traitement Ministre	44,000	44,000	»	»	
	b) Frais de représentation					
2	a) Traitements d'activité	1,765,908	1,682,460	»	»	
	b) Id. de disponibilité		8,338	»	»	
	c) Conseillers de gouvernement		36,000	»	»	
	d) Législation (10,000). — Con- trôle (25,113). — Avocat (4,000).		39,113	»	»	
3	Travaux extraordinaires autorisés	15,000	15,000	»	»	
4	a) Matériel (Hotel et bureaux)	219,000	216,500	»	»	
	b) Bulletin du Ministère		2,500	»	»	
5	Frais de route	7,500	7,500	»	»	
		2 051,408	2 051,408	»	»	
	CHAPITRE II.					
	PENSIONS ET SECOURS.					
6	Pensions 1 ^{er} terme	15,000	»	15,000	»	Loi générale sur les pensions.
7	Caisse secrétaires communaux. Subsides	150,000	»	150,000	»	Loi du 30 mars 1861.
8	Secours	15,000	»	»	15,000	A le caractère d'un complément de pension.
		180,000	»	165,000	15,000	

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Crédit demandé.	Dépenses d'admi- nistration.	Dépenses résultant de l'applica- tion d'une loi.	Dépenses facul- tatives.	Observations.
	CHAPITRE III.					
	STATISTIQUE GÉNÉRALE.					
9	Commission centrale statistique. Personnel	21,608	21,608	»	»	
10	Commission de l'orthographe.	320	»	»	320	Ne figure que pour mémoire. Au- cune imputation depuis 1896.
11	Commission centrale statistique. Matériel	43,560	42,560	»	3,000	Subside annuel à l'Office inter- nationale de statistique.
12	Bibliothèque de statistique	9,800	9,800	»	»	
		77,288	73,968	»	3,320	
	CHAPITRE IV.					
	AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.					
13	Traitements gouverneurs ⁽¹⁾ , dé- putés ⁽²⁾ , greffiers ⁽³⁾	891,300	854,800	»	»	⁽¹⁾ Arrêté royal du 2 avril 1920. ⁽²⁾ Loi du 20 juillet 1920. ⁽³⁾ Arrêté royal du 2 avril 1920.
	Indemnités gouverneurs, députés, greffiers	»	36,500	»	»	
14	Traitements, etc. des employés	4,648,912	4,648,912	»	»	
15	Budget économique	653,000	653,000	»	»	
16	Commissaires d'arrondissement, etc., traitements ⁽¹⁾	1,613,700	1,501,200	»	»	⁽¹⁾ Arrêté royal du 2 avril 1920.
	Frais de bureau	»	112,500	»	»	
17	Frais de route, etc.		120,000	»	»	
	Impressions.		4,000	»	»	
	Abonnements téléphoniques	130,000	9,000	»	»	
	Missions ordonnées		»	1,000	»	
	Missions bornes frontières		»	1,000	»	
	Comités techniques.		»	15,000	»	
18	Police de Bruxelles.	750,000	»	»	750,000	
		8,708,912	7,941,912	17,000	750,000	
	CHAPITRE V.					
	AFFAIRES ÉLECTORALES.					
19	Indemnités de déplacement, etc.	30,000	»	30,000	»	Code électoral, article 71.

Articles.	DESIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Crédit demandé.	Dépenses d'admi- nistration.	Dépenses résultant de l'applica- tion d'une loi	Dépenses facul- tatives.	Observations.
20	a) Impression recours électoraux .	17,000	»	3 000	»	Code électoral, article 94
	b) Matériel et impressions . . .		12,000	»	»	ART. 20 ^b . — Les élections com- munales prévues pour 1920 n'au- ront lieu qu'en 1921, il en résulte que les frais d'impression des instructions aux présidents des collèges électoraux et tous les autres frais devront être sup- portés par le budget de 1921, au lieu de celui de 1920. Par contre l'article correspondant pour 1920 laissera un disponible.
	c) Correspondances télégraphi- ques, ouvrages de droit . . .		2 000	»	»	
21	a) Papier électoral	400,000	»	225,000	»	Code électoral, article 195.
	b) Jetons de présence			150,000	»	Id. id. 149.
	c) Indemnités de déplacement . .			10,000	»	Id. id. 149.
	d) Instances électorales			15 000	»	Id. id. 125.
						ART. 21. — Après les élections communales, provinciales et lé- gislatives qui auront lieu en 1921, la réserve de papier électoral sera épuisée et il sera nécessaire de procéder à une adjudication.
22	Transports chemin de fer . . .	200,000	»	200,000	»	Code électoral, article 172 ^b .
		647,000	14,000	633,000	»	
	CHAPITRE VI. MILICE.					
23	Juridictions contentieuses . . .	300 000	»	300,000	»	ART. 23. — Ces dépenses sont imposées par la loi sur la milice et les arrêtés royaux pris en exé- cution de cette loi. Un projet sou- mis actuellement au Conseil du Ministre prévoit la refonte com- plète de la loi sur la milice, mais les frais de son application n'en diminueront pas moins dans une certaine proportion à charge du département. Aussi longtemps que le parlement ne se sera pas prononcé sur le pro- jet susdit, nul ne peut fixer cette proportion, ce qui justifie ample- ment les sommes ci-contre et surtout leur non limitation.
24	Registres, certificats	180,000	»	100,000	»	
		100,000	»	400,000	»	
	CHAPITRE VII. CORPS DE SAPEURS POMPIERS.					
25	Subsides, matériel, incendie. In- demnité des délégués	100,000	1,300	»	98,700	
		100,000	1,300	»	98,700	
	CHAPITRE VIII. DÉCORATIONS, ETC.					
26	Décorations civiques	150,000	»	»	150,000	
27	Récompenses pécuniaires. . . .	2,500	»	»	2,500	
		152,500	»	»	152,500	

Articles.	DESIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Crédit demandé.	Dépenses d'admi- nistration.	Dépenses résultant de l'appli- cation d'une loi.	Dépenses facul- tatives.	Observations.
	CHAPITRE IX.					
	CROIX DE FER.					
28	Secours croix de fer	6,000	»	»	6,000	
		6,000	»	»	6,000	
	CHAPITRE X.					
	SERVICE DE SANTÉ ET D'HYGIÈNE.					
29	a) Inspection du service de santé, personnel	1604,540	577,440	»	»	
	b) Office vaccino-gène, personnel.	»	27,100	»	»	
30	a) Inspection du service de santé, frais de route, travaux	345,000	330,000	»	»	
	b) Office vaccino-gène, frais de route, travaux	»	45,000	»	»	
31	a) Inspection du service de santé. Matériel.	206,000	150,000	»	»	
	b) Office vaccino-gène. — Matériel.	»	56,000	»	»	
32	a) Conseil supérieur d'hygiène	275,000	55,000 ⁽¹⁾	»	»	Loi du 42 mars 1918 relative à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir.
	b) Commission médicale	»	»	220,000	»	
33	Service sanitaire des ports	270,000	»	270,000	»	Loi sanitaire 18 juillet 1831.
34	a) Prophylaxie maladies conta- gieuses	620,000	»	»	600,000	Prophylaxie de maladies con- tagieuses et délivrance gratuite de sérum.
	b) Impressions	»	20,000	»	»	
35	a) Subsidés sage-femmes.	60,000	»	»	20,000	
	b) Vulgarisation de l'hygiène.	»	»	»	40,000	
36	Expositions et congrès.	20,000	»	»	20,000	
37	Office international d'hygiène	12,725	12,725	»	»	Convention internationale Paris 1903.
38	Denrées alimentaires. Personnel.	342,150	»	342,150	»	Loi 4 août 1890 relative à la falsification de denrées alimen- taires.
39	Denrées alimentaires, frais de route, travaux	250,000	»	250,000	»	Id.
40	a) Denrées alimentaires, frais de bureau.	210,000	»	170,000	»	Id.
	b) Denrées alimentaires, labora- toire d'analyses	»	»	24,000	»	Id.
	c) Denrées alimentaires, exposi- tion et congrès	»	»	»	4,000	Id.
	d) Denrées alimentaires, impres- sions, etc.	»	»	45,000	»	Id.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DEPENSES.	Crédit demandé	Dépenses d'admi- nistration.	Dépenses résultant de l'applica- tion d'une loi.	Dépenses facul- tatives.	Observations.
41	Travaux d'hygiène, personnel	61,500	61,500	»	»	Crédit engagé.
42	Id. frais de route	55,000	55,000	»	»	
43	Id. id. bureau	10,000	8,000	»	2,000	
44	Encouragements hygiène publi- que.	2,000,000	»	»	2,000,000	
45	Académie médecine	80,000	80,000	»	»	
46	Automobiles.	150,000	150,000	»	»	
		4,571,915	1,597,565	1,288,150	2,686,000	
	CHAPITRE XI.					
	HYGIÈNE SOCIALE DE L'ENFANCE.					
47	Mesures à prendre. Subsidés.	35,000	»	»	35,000	30,000 francs déjà sollicités.
48	Expositions et congrès	10,000	»	»	10,000	
49	Office intern. Protect. enfance	3,000	»	»	3,000	Convention.
50	Souscriptions	500	500	»	»	
51	Subsidés :					
	a) Nourrissons			1,350,000	»	Loi du 5 septembre 1919 insti- tuant l'œuvre nationale de l'en- fance.
	b) Gouttes de lait.			6,000,000	»	
	c) Cantines maternelles			1,300,000	»	
	d) Repas scolaires			1,350,000	»	
	e) Enfants débiles cantines.	16,050,000	»	725,000	»	
	f) Colonies d'enfants débiles			3,600,000	»	
	g) Enfants régions dévastées			1,000,000	»	
	h) Frais d'administration		675,000	»	»	
	i) Vie chère		50,000	»	»	
52	Indemnités secrét. général	18,000	18,000	»	»	
		16,116,500	743,500	15,325,000	48,000	
	CHAPITRE XII.					
	DÉPENSES DIVERSES ET IMPRÉVUES.					
53	Dépenses imprévues	20,000	20,000	»	»	
54	Subsidés aux ex-prisonniers poli- tiques	6,000	»	»	6,000	
55	Fêtes nationales	106,000	»	106,000	»	Loi des 27 mai 1890 et 19 juil- let 1919.
56	Rentes	1,400	1,400	»	»	
57	Traitements de disponibilités	2,400	2,400	»	»	
		135,800	23,800	106,000	6,000	

Articles.	DESIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Credit demandé.	Dépenses d'admi- nistration.	Dépenses résultant de l'applica- tion d'une loi.	Dépenses facul- tatives.	Observations.
	CHAPITRE XIII. DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.					
58	Recensement général . . .	1,500,000	»	1,500 000	»	Application de la loi du 2 juin 1856 et du 25 mai 1880.
59	Prix (sciences médicales) . . .	5,000	»	»	5,000	
60	Travaux de la Commission de la Reconnaissance nationale . . .	20,000	20,000	»	»	Loi du 3 août 1919 sur les emplois publics reconnaissant cette Commission. Article 10, loi du 14 juillet 1919. Loi sanitaire du 18 juillet 1834.
61	Monuments commémoratifs . . .	75,000	»	75 000	»	
62	Service sanitaire des ports de mer	100,000	»	100,000	»	
		1,700 000	20,000	1,675,000	5,000	

ANNEXE II

TRAVAUX D'YGIÈNE

Relevé des engagements.

PROVINCE D'ANVERS.	fr. 234,744
Id. DE BRABANT	1,245,576
Id. DE LA FLANDRE OCCIDENTALE.	419,198
Id. DE LA FLANDRE ORIENTALE	147,198
Id. DE HAINAUT	4,573,572
Id. DE LIÈGE.	2,226,953
Id. DE LIMBOURG.	63,628
Id. DE LUXEMBOURG	791,916
Id. DE NAMUR	166,036
TOTAL.	<u>fr. 9,869,621</u>

PROVINCE D'ANVERS.

Total : 234,744 francs.

Principales entreprises.

Deurne Station de pompage pour eaux d'égouts et établissement
d'un égout sous la Muggenberglei . . . fr. 159,400

Travaux de moindre importance à : Wüestwezel, Malines, Deurne, Wommelghem, Lierre, Itgem et Oolen.

PROVINCE DE BRABANT.

Total : 1,245,576 francs.

Principales entreprises.

Peuthy Établissement d'un réseau d'égouts 41,666
Evere Agrandissement du cimetière. 67,497

Dieghem . . .	Construction de trois pavillons pour contagieux	174,584
Jette-St-Pierre .	Égouts sous diverses rues.	140,008
Forest	Collecteur au Pont de Luttre. fr.	73,333
Jette-St-Pierre .	Travaux d'égouts sous diverses rues.	101,920
Beggynendyck .	Établissement d'un nouveau cimetière	30,480
Jette-St-Pierre .	Égout sous le Boulevard Belgica	50,113
Strombeek-Bever.	Égouts sous diverses rues.	85,811
Tubize.	Égouts rues de Nivelles, Mons, etc.	48,333
Lasnes-Chapelle		
Saint-Lambert .	Établissement d'un nouveau cimetière	34,425
Hougaerde . . .	Id. id. id.	39,000

Travaux de moindre importance à Ternath, Bousval, Hougaerde, Grimbergen, Vilvorde, Montaign, Monstreux, Ruysbroeck, Wilsele, Court-Saint-Étienne, Hoeylaert, Etterbeek, Orp-le-Grand, Boutersem, Forest, Tubize, Quenast, Hauthem-Sainte-Marguerite, Lembeek, Auderghem, Beyghem.

PROVINCE DE LA FLANDRE OCCIDENTALE.

Total : 419,198 francs.

Principales entreprises.

Dottignies. . .	Construction d'un cimetière fr.	30,000
Ostende	Réparation des dégâts causés par les armées aux égouts	287,420
Id.	Pavillon de désinfection	37,000

Travaux de moindre importance à Iseghem, Rumbeke, Thielt, Cachthem, Blankenberghe, Moorseele, Ingelmunster, Knocke.

PROVINCE DE LA FLANDRE ORIENTALE

Total : 147,999 francs.

Principales entreprises.

Calcken	Curage et amélioration du canal. fr.	34,055
Saffelaere . . .	Travaux d'égouts	34,500

Travaux de moindre importance à Zwynndrecht, Iddergliem, Saint-Gilles-lez-Termonde, Hoorebeke-Sainte-Marie, Ninove, Lovendegem.

PROVINCE DE HAINAUT

Total : 4,573,572 francs.

Principales entreprises.

Haine-S ^t -Pierre et Haine-S ^t -Paul .	Égout sous la route de Mons à Nivelles . fr.	46,074
Montignies-sur- Sambre	Égouts sous diverses rues	58,274
Morlanwelz . . .	Réseau d'égouts sur la rive droite de la Haine .	49,133
Wanfercée-Baulet	Établissement d'un nouveau cimetière	102,000
Fontaine- l'Évêque	Égouts sous diverses rues	47,700
Jemappes	Id.	42,600
Trazegnies . . .	Travaux d'égouts	240,200
Gilly et Lodelinsart . . .	Id.	117,770
Maurage	Id.	34,000
Châtelaineau . . .	Égouts sous diverses rues	128,700
Roux	Égouts rue de Marchienne et de la Glacerie .	43,323
Écaussines- d'Enghien. . . .	Égouts sous le chemin des Noires Terres . .	72,391
Wiheries	Établissement d'une distribution d'eau . . .	37,410
Jumet	Égouts rues Puissant et de Dampremy . . .	74,639
Monceau-sur- Sambre	Égouts rues Gontroux, Hans, etc	106,206
Haine-S ^t -Pierre et Haine-S ^t -Paul.	Établissement d'une distribution d'eau . . .	1,659,132
Gosselies	Égouts rues Ransart, de l'Avenir, etc. . . .	51,509
Marcinelle. . . .	Égouts rues de Beaumont et de Charleroi . .	154,781
Courcelles. . . .	Égouts rues Sartis, du Progrès et de Marchieune	53,557
Thiméon	Égout route de Gosselies à Nivelles	36,001
Gouy-lez-Piéton .	Égouts rues Ferrer, du Monlin et de la Station	67,421
Bois-d'Haine . . .	Égout chemin de Petit Bois d'Haine.	35,646
Trazegnies	Égouts sous diverses rues	515,091

Travaux de moindre importance à : Houdeng-Goegnies, Montignies-sur-Sambre, Montignies-St-Christophe, Ecaussines-d'Enghien, Soignies, Flobecq,

Morlanwelz, Hondeng-Aimeries, Lodelinsart, Fontaine-l'Évêque, Joncret, Chapelle-lez-Herlaimont, Parurages, Haine-St-Paul, Braine-le-Comte, Dour, Charleroi, Stambruges, Lambusart, Gosselies, Binche, Masnuy-St-Pierre, Marche-lez-Écaussinnes.

PROVINCE DE LIÈGE

Total : 2,226,953 francs.

Principales entreprises.

Cornesse . . .	Travaux de distribution d'eau fr.	39,672
Wegnez . . .	Galerie de captage	32,200
Foret . . .	Canalisation du ruisseau de Beaufays à Sainry.	47,400
Esneux . . .	Egouts au hameau de Fontin.	30,000
Spa . . .	Fourniture de 70 baignoires en cuivre à l'établissement des bains	147,504
Id.	Reconstruction du Casino.	29,970
Embourg . . .	Distribution d'eau	85,500
Jupille. . . .	Etablissement d'égouts	40,925
Tilff	Id.	68,544
Ampsin	Id.	88,200
Limbourg. . .	Travaux de captage	31,700
Ramet-Ivoz . .	Id.	54,300
Pepinster . . .	Agrandissement du cimetière.	66,960
Fosses-s/Salm	Établissement d'une distribution d'eau . . . fr.	366,666
Beyne-Heusay	Égouts sous diverses rues	31,800
Marchin . . .	Établissement d'une distribution d'eau	274,650
Limbourg . . .	Construction d'un cimetière	110,160
Ensival . . .	Construction d'un réseau d'égouts	318,666
Seraing . . .	Égouts sous diverses rues	46,650
Herstal . . .	Travaux d'égouts	62,666
Andrimont . .	Extension du réseau d'égouts.	62,500
Id.	Extension de la distribution d'eau	53,074

Travaux de moindre importance à : Angleur, Scilles, Grivegnée, Cheratte, Moxhe, Nessonvaux, Chaudfontaine, Stoumont, Wanze, Esneux, Chênée, Jupille, Sart-lez-Spa, Spa, Rotheux-Rimières, Basse-Bodeux, Saint-Nicolas, Lierneux, Villers le-Peuplier, Landenne, Rosoux-Crenwick, Awans, Hodeige.

PROVINCE DE LIMBOURG.

Total : 63,621 francs.

Principales entreprises.

Herck-la-Ville . . .	Clôture du cimetière fr.	12,792
Huesden . . .	Clôture et agrandissement du cimetière. . . .	13,740
Wychmael . . .	Travaux au cimetière	12,142
Overpelt . . .	Id.	15,116

Travaux de moindre importance à : Marlinne, Fologne, Wilderen.

PROVINCE DE LUXEMBOURG.

Total : 791,916 francs.

Principales entreprises.

Virton	Égouts sous diverses rues.	46,000
Arlon	Id.	30,000
Pussemange . .	Établis. d'une distribution d'eau.	45,127
Bastogne . . .	Reconstruction d'un lavoir	23,280
Houffalize. . .	Égouts sous diverses rues.	71,160
Marcour . . .	Travaux de distribution d'eau	79,000
Marche	Établissement d'une distribution d'eau. . . .	116,670
Offagne	Id.	63,666
Tillet	Id.	50,800
Fays-les-Veneurs.	Id.	87,250

Travaux de moindre importance : Messancy, Tintigny, Bastogne, Aye, Munro, Tournay, Waha, Borlon, Marche, Laroche, Barvaux-sur-Ourthe, Virton, Harre, Saint-Vincent, Izel, Tavigny, Saint-Hubert, Arlon, Chatillon, Chiny, Beausaint, Auby, Suzy, Hautfays, Nolleaux, Tillet.

PROVINCE DE NAMUR.

Total : 166,035 francs.

Principales entreprises.

Auvelais	Établissement d'un nouveau cimetière. . fr.	40,544
Mesnil-S ^t -Blaise .	Comblement de 4 mares	18,570
Andenne	Extension de la distribution d'eau	24,027
Velaine-sur-Sambre	Travaux d'égouts	14,446
Assesse	Travaux de captage	10,351

Travaux de moindre importance à Wanlin, Florennes, Winenne, Haltinne, Gembloux, Tamines, Rochefort, Drehanche, Pondrome, Vedrin, Rhinnes, Grand-Manil, Champion.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MEI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1921 ⁽¹⁾.

Tabel V. — Binnenlandsche Zaken.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BEGROOTING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **PUSSEMIER**.

I.

ALGEMEENE AANMERKINGEN.

De aanmerkingen, die het onderzoek van de Begrooting van Binnenlandsche Zaken uitlokte, zijn van zuiver financieelen aard. Om de redenen opgegeven in het algemeen verslag over de Begrooting, heeft uwe Commissie vóór alles nagaan of vermindering van uitgaven mogelijk is. In strijd met de overlevering, betoogt het verslag, dat ik de eer heb uit te brengen, niet hoe de diensten van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken zouden kunnen worden uitgebreid, maar onderzoekt het enkel het bedrag van de voorgestelde credieten.

⁽¹⁾ Begrooting, n^o 101.

Algemeen verslag, n^o 261.

Voorstel van besluit, n^o 262.

⁽²⁾ Samenstelling van de *Commissie voor de Begrooting* :

(a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Sérroys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : De heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

Het totaal crediet op de Begrooting voorzien om, tijdens het dienstjaar 1921 de uitgaven te dekken van de verschillende diensten van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, bedraagt 35,847,323 frank; het totaal crediet voor 1920 bedroeg niet meer dan 18,075,675 frank.

Het grootste deel van de verhooging der uitgaven, zijnde 16,116,500 frank op 17,771,648 frank, brengt geen nieuwen last mee voor den schatplichtige. Deze som vertegenwoordigt het bedrag der toelagen aan het Nationale Werk voor Kinderwelzijn. In 1920 echter werden deze betaald door het Ministerie van Economische Zaken; het Koninklijk besluit van 2 Juni 1920 heeft het Nationale Werk voor Kinderwelzijn bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken gevoegd; er is dus voor 1921 slechts eene overdracht van crediet van de Economische Zaken naar de Binnenlandsche Zaken.

Maar de werkelijke verhooging van de uitgaven bedraagt meer dan 1,255,148 frank, bedrag van het verschil tusschen het voor 1921 gevraagde crediet en dit voor 1920 toegestaan; deze werkelijke verhooging bedraagt ten minste 2 miljoen; inderdaad, verschillende posten van de begrooting van 1920 komen niet meer op die van 1921 voor; daarbij werd het crediet van 900,000 frank voorkomend op de gewone begrooting van 1920, voor de bestrijding van de tuberculose, voor 1921 op de buitengewone begrooting gebracht.

Deze vaststelling legde dus uwe Commissie den plicht op, na te gaan of er geen andere bezuinigingen mogelijk waren dan die welke door den bevoegden minister werden besloten, en deze plicht was des te gebiedender daar de Commissie zich herinnerde dat de begrooting, in 1912, 7,960,464.80 frank bedroeg en 11,923,576 frank in 1919 voor de gewone uitgaven.

Om het navorschen van de bezuinigingen gemakkelijker te maken, en om de oorzaken nader te bepalen van de nieuwe lasten die aan de schatplichtigen worden opgelegd, heeft uwe Commissie als volgt de uitgaven gerangschikt, die voor 1921 voorzien zijn :

- 1^o Uitgaven van bestuurlijken aard ;
- 2^o Uitgaven wegens toepassing van organieke wetten ;
- 3^o Niet verplichte uitgaven.

De bij dit verslag gevoegde tabel geeft aan, in welke klasse van uitgaven elke post van de begrooting voorkomt.

Een kort overzicht van de tabel bewijst dat het ontdekken van bezuinigingsposten moeilijk was : in 1921 bedroegen de geraamde uitgaven van bestuurlijken aard, die hoofdzakelijk bestaan uit betaling van wedden, 12,467,293 frank, die wegens toepassing van organieke wetten, 29,609,150 frank en de niet verplichte, 3,618,020 frank.

Wat er ook van zij, stelt uwe Commissie u bezuinigingen voor.

Zij steunen op de volgende beginselen :

In beginsel en behoudens de gevallen waar de noodzakelijkheid eener uitgave bewezen is (en die gevallen zijn talrijk), wordt de raming van de uitgaven van 1921 teruggebracht tot het beloop der uitgave in 1920.

De duurtetoeslagen van de gewone begrooting naar de buitengewone overge-

dragen, worden met 25 %, verminderd. De omzendbrief, op 11 Juli 1920 door den Eersten Minister, Minister van Financiën, aan zijne collega's gezonden, schrijft eene vermindering van den duurtetoeslag voor, den dag waarop de index-numbers door het Ministerie van Bevoorrading bekendgemaakt, eene vermindering van den levensprijs aangeven. Die dag is aangebroken.

Het bedrag van al de credieten voor zitpenningen, reis- en verblijfkosten werd verminderd bij wijze van aanduiding.

Uwe Commissie is van meening dat in beginsel het toekennen van een zitpenning niet te billijken is voor een ambtenaar of bediende, die tijdens zijne bureeluren de vergaderingen bijwoont van studiecommissiën, in wier schoot de ambtenaren de belangen verdedigen die hun zijn toevertrouwd en dit uit hoofde van het ambt dat zij bekleeden. Zij acht dat de ambtenaar, in ruil van de hem toegekende wedde, zonder bijverdienste te eischen, gedurende de bureeluren al zijne krachten moet ten dienste stellen van de Regeering en zich met het onderzoek belasten van al de vraagstukken die hem door zijne oversten worden voorgelegd. Uwe Commissie wenscht dat de Regeering zich over deze zaak uitspreke; daarom stelt zij een credietvermindering voor.

Aangaande de reiskosten, stelt uwe Commissie met genoegen vast dat de vooraf bedongen som, die vroeger per afgelegde mijl werd betaald, afgeschaft werd en vervangen door de vergoeding der werkelijke onkosten; dit is een gelukkige maatregel. Maar het komt voor dat de inrichting van de ambtenaarsreizen nog kan verbeterd worden: zij zouden hunne verplaatsingen derwijze moeten regelen dat zij in beginsel verscheidene bezoeken daags zouden atleggen. De voorgestelde vermindering heeft dit voor doel.

Uwe Commissie heeft ten slotte de overdrachten van credieten willen beletten: met dit doel heeft zij den tekst van sommige artikelen van de Begrooting nauwkeuriger doen luiden.

II

AANMERKINGEN BETREFFENDE DE ARTIKELËN DER BEGROOTING

EERSTE HOOFDSTUK.

Hoofdbeheer.

ART. 2.

De vermoedelijke uitgaven voor 1919 werden geraamd op fr. 700,717.17; die voor 1920 bedroeg 1,348,480 frank; die voor 1921 bedraagt 1,765,908 frank.

Uwe Commissie stelt met genoegen vast dat de stijging der uitgaven niet te wijten is aan eene vermeerdering van het personeel; feitelijk is dit sedert 1920 verminderd; in 1920 waren er 173 beambten bij het hoofdbeheer; in 1921 zijn er nog slechts 172 ofschoon 10 toezichters van de werken voor kinderwelzijn overgegaan zijn van de Economische Zaken naar de Binnenlandsche Zaken.

De verhooging is het gevolg van de toevoeging aan het crediet van nieuwe uitgaven (gezinsvergoedingen en duurtetoeslag) en van eene verhooging van den wedderooster.

Deze verhooging werd beslist bij Koninklijk besluit van 25 maart 1921, dat met terugwerkende kracht tot 1 Januari 1921 werd toegepast.

Uwe Commissie heeft met leedwezen de bekendmaking vastgesteld van dit besluit, dat voor het departement van Binnenlandsche Zaken eene vermeerdering van uitgaven van minstens 200,000 frank zal voor gevolg hebben :

Het Parlement is gewis geneigd de noodige credieten te verleenen om aan de ambtenaren de wedde toe te kennen overeenkomstig met hunne kennissen en met het werk dat zij leveren.

Maar het wil de vraagstukken onderzoeken, die daarmee in verband staan en zich niet bepalen bij het stemmen van credieten voor uitgaven bij Koninklijk besluit gedaan, vóór dat de wetgeving beslist hebbe; en tot de vestiging van den loonrooster zou slechts mogen worden overgegaan op het oogenblik dat de levensvoorwaarden meer bestendig zullen zijn.

Om de werking van het bestuurlijk kaderwerk niet te stremmen, mag uwe Commissie geen vermindering voorstellen op deze uitgaven.

Rekening houdend met deze aanmerkingen, stelt uwe Commissie voor :

1^o In den tekst van het artikel, de woorden : *inbegrepen.... duurtetoeslag* te doen wegvallen ;

2^o Het crediet van 1,765,908 frank te brengen op 1,591,604 frank door overdracht op de buitengewone uitgaven van den post : Duurtetoeslag.

Art. 3.

Uwe Commissie stelt voor het crediet van 15,000 frank op 10,000 frank te brengen, zijnde het vermoedelijk bedrag voor 1920.

Art. 4.

Uwe Commissie stelt voor het crediet van 219,000 op 215,000 frank te brengen.

Het crediet van 219,000 frank werd, tegenover uw verslaggever, door het Bestuur gebillijkt met de opmerking, dat de dienst van de Bestuursbureelen eene uitgave zou vergen van 90,000 frank; die van het hotel van den Minister en de twee kabinetten van den Minister (Eerste Minister en Minister van Binnenlandsche Zaken) eene nieuwe uitgave van 90,000 frank; dat de onderhoudskosten van den ministerieelen auto en van den reserve-auto niet minder zouden bedragen dan 39,000 frank.

Verminderingen van uitgaven zijn mogelijk.

Het crediet voor den dienst der bureelen kan op 88,000 frank worden teruggebracht. Daarbij kan eene uitgave van fr. 1,337.50 voor het opwinden en onderhouden der klokken verdwijnen. Maar, anderzijds, moet de post op 88,000 frank behouden blijven, daar de papiervoorraad, waarover het Bestuur moet beschikken, dient hernieuwd te worden. Sedert den wapenstilstand, beschikte het Bestuur

over papier, dat in 1919 van den terugvorderingsdienst goedkoop werd aangekocht. Het toenemen van de bureeluren brengt eene vermeerdering mee van de kosten van vuur en licht.

Het crediet van het hotel van den minister en de bureelen van den Eersten Minister, evenals dat voor het gebruik van den ministerieelen auto worden, bij wijze van aanduiding, met 1,000 frank verminderd, om uiting te geven aan den wil der Commissie elke uitgave te zien verdagen, die niet volstrekt onontbeerlijk is.

Het artikel zou dus luiden als volgt :

a) Kantoogerief, drukwerk en herstelling van meubelen, licht, vuur, kleine uitgaven. Kosten van het <i>Bulletin du Ministère</i> .	fr.	177,000
b) Gebruik van auto's door den Minister.		38,000
TOTAAL.	fr.	<u>215,000</u>

HOOFDSTUK II.

Pensioenen en Steungelden.

ART. 8.

Uwe Commissie stelt voor het crediet van 15,000 frank op 12,000 frank te brengen, gemiddeld bedrag der vorige dienstjaren.

HOOFDSTUK III.

Algemeene Statistiek.

ART. 9.

Het crediet van 24,608 frank moet op 19,208 frank worden gebracht, wegens overdracht van den post : duurtetoeslag.

ART. 10.

Dit crediet moet wegvallen; sedert lang werd op dit artikel geen uitgave meer aangewezen.

ARTICLE 11.

Uwe Commissie stelt voor het crediet van 45,560 frank op 35,000 frank te brengen.

Het volstaat een der boekdeelen aan het statistisch jaarboek voor België en Congo op te staan, om te zien dat zij talrijke terugblikkende inlichtingen bevatten.

De jaarlijksche herdruk van vroeger bekend gemaakte cijfers, die onveranderd blijven, vergrooten er nutteloos den omvang van en bijgevolg den prijs van elk boekdeel; ook heeft het drukken van het deel, dat in 1920 over het jaar 1914 verschenen is, 30,000 frank gekost.

Uwe Commissie wenscht het getal bladen te zien verminderen van de boekdeelen die voortaan zullen verschijnen, zonder de wetenschappelijke waarde van het werk te verminderen. Met dit doel vraagt zij dat al de oude rubrieken zouden behouden blijven in de nog te verschijnen boekdeelen, maar dat enkel zouden gedrukt worden de cijfers die statistische opgaven van reeds uitgedeelde afleveringen terechtwijzen. Aldus zal het jaarboek zijne geheele wetenschappelijke waarde behouden; men zal er al de inlichtingen vinden die men er gewoonlijk zoekt, maar deze inlichtingen zullen enkel bijgehouden zijn; de terugblikkende inlichtingen zullen te vinden zijn in de reeds verschenen boekdeelen die elke boekerij bezit.

Uwe Commissie heeft eene credietvermindering voorgesteld ten einde eene hervorming te verwezenlijken, die de betrokken besturen mogelijk achten.

HOOFDSTUK IV.

Provincië- en gemeentezaken.

ART. 13.

Uwe Commissie stelt twee vermindering voor.

Eerst eene vermindering van 4,750 frank, bedrag der verblijfsvergoeding aan de gouverneurs der provinciën toegekend; dit is een misbruik; deze hooge ambtenaren wonen kosteloos in het provinciaal hotel.

De tweede voorgestelde vermindering bedraagt 21,500 frank en slaat op den duurtetoeslag.

Het totaal bedrag van het crediet moet van 891,300 frank op 865,050 frank gebracht worden en het artikel dient te luiden als volgt :

a) Jaarwedden van de gouverneurs, van de leden der bestendige deputatiën en van de provinciale griffiers fr. 854,800

b) Gezinsvergoedingen aan de gouverneurs en de griffiers der provinciën. Huishuurvergoedingen der provinciale griffiers 10,250

ART. 14.

Uwe Commissie stelt voor het crediet van 4,648,912 frank op 3,978,912 frank te brengen door overdracht van den post : duurtetoeslag.

Zij vraagt aan de Regeering nauwkeurig elke gevraagde vermeerdering na te gaan van het kader der provinciale beambten. In 1920 waren zij ten getale van 551, thans zijn zij 568 in getal.

ART. 16.

Uwe Commissie stelt voor het crediet van 1,613,700 frank op 1,419,700 frank te brengen door overdracht van den post : duurtetoeslag.

ART. 17.

De vermoedelijke uitgave voor 1920 zal 149,750 frank bedragen.

Zij wordt onderverdeeld als volgt :

1 ^o Weg- en omreiskosten	fr. 103,000
2 ^o Gebruik der auto's van het Département	1,250
3 ^o Grenspalen	1,000
4 ^o Drukkosten, aankoop en inbinding van werken voor den bijzonderen dienst van het bestuur	3,000
5 ^o Telefoon-abonnement ten behoeve der arrondissementscommis- sariaten	9,500
6 ^o Reis- en verblijfkosten, zitpenningen van de leden der tech- nische comiteiten ingesteld tot het waarborgen der toepassing van artikel 7 der wet van 10 November 1919.	25,000

Uwe Commissie stelt eene credietvermindering voor van 150,000 frank op 134,000 frank; ten eerste om redenen opgegeven in hoofdstuk VI, door vermindering van den post van 103,000 frank op 100,000 frank: weg en omreiskosten; vervolgens door afschaffing van een crediet voor het gebruik van departements-auto's; ten slotte door eene vermindering van 5,000 frank op de credieten voorzien voor reiskosten van de leden der technische comiteiten, daar de vergaderingen dezer laatsten in 1920 minder talrijk schijnen te zullen zijn dan in 1921.

HOOFDSTUK VI

Militie.

De Commissie stelt de volgende vermindering voor.

- 1^o Het crediet bij artikel 23, van 300,000 op 150,000 frank.
- 2^o Het crediet bij artikel 24, van 100,000 op 75,000 frank.

Een verhooging dezer credieten voor de dienstjaren 1919 en 1920 was te billijken; de rechtsmachten ingesteld bij de wetten van 1 Maart 1919 en 10 April 1920 hebben namelijk den toestand moeten onderzoeken van jongelingen, behoorende tot zes verschillende militieklassen.

Daar de klas van 1919 op 1 Juni aanstaande onder de wapens komt, zullen de nieuwe rechtsmachten kunnen ontbonden worden; de oude militiewetten zullen theoretisch opnieuw van kracht worden; de credieten kunnen dus op het bedrag der vorige dienstjaren worden teruggebracht; dit heeft uwe Commissie gedaan.

Maar aangezien de stemming van eene nieuwe militiewet zeker is, dat bijgevolg de kosten van de toepassing der wet niet gekend zijn, handhaaft uwe Commissie, om de werking van het bestuur te belemmeren, het onbeperkend karakter van dit crediet.

HOOFDSTUK X.

Gezondheidsdienst.

Algemeene opmerking.

Tengevolge der overdracht van den post : duurtetoeslag, worden verminderd :

- | | |
|----|--|
| a) | De credieten bij artikel 29, van 604,540 op 510,040 frank. |
| b) | Id. 33, van 270,000 op 225,000 id. |
| c) | Id. 38, van 342,150 op 308,150 id. |
| d) | Id. 41, van 61,500 op 53,500 id. |

Uwe Commissie stelt vast dat het getal beambten, aan dezen dienst van het Departement gehecht, in 1920, 106 bedroeg, thans zijn er 143. Zij betreurt dat de uitbreiding van den dienst besloten werd vóór de stemming van de credieten door het Parlement; zij stelt geene vermindering van credieten voor om de hygiënische heropbeuring van het land niet tegen te werken; zij hoopt dat naar aanleiding van het onderzoek van het ontwerp van gezondheidswet de geheele inrichting van den gezondheidsdienst door de wetgeving zal kunnen geregeld worden.

Het onderzoek van de artikelen van dit hoofdstuk gaf nog aanleiding tot de volgende bemerkingen :

Art. 30.

De tekst van dit artikel dient gewijzigd te worden.

Gewis, de tegenwoordige tekst is beter dan die der vorige begrotingen : de credieten voor de wedden zijn niet meer gevoegd bij die voor werken en die voor reiskosten.

Maar in het ontwerp van begrooting voor 1921 komen de credieten voor werken en reiskosten nog te zamen voor; uwe Commissie heeft de noodige schifting gedaan.

Dit is het doel van het eerste voorgestelde amendement.

Het tweede amendement stelt eene credietvermindering voor.

Bij toepassing van de Koninklijke besluiten van 31 December 1897, 31 December 1898, 8 Februari 1911, 3 Januari 1919, 14 Januari 1920, ontvingen de

beambten der besturen, afhankelijk van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, die verplicht zijn zich te verplaatsen, eene vaste vergoeding per afgelegde mijl.

De Koninklijke besluiten van 6 Juli 1920, 25 Augustus 1920 bepalen, dat in hoogervermelde gevallen de vergoeding wordt vervangen door de terugbetaling van de uitgaven die de reis noodzakelijk heeft gemaakt.

Het is nog niet mogelijk te zeggen of die hervorming voordeelig zal zijn voor de financiën van den Staat, vermits de vervoertarieven van spoor- en buurtspoorwegen werden verhoogd.

Wat er ook van zij, om de redenen opgegeven bij den aanvang van dit verslag, stelt uwe Commissie eene kleine credietvermindering voor om eene betere regeling van hunne reizen door de belanghebbenden te bekomen.

De tekst van artikel 30 van de Begrooting zou dus moeten luiden als volgt :

1. Toezicht over den gezondheidsdienst. Toezicht der apotheken. Staatslaboratoria van bacteriologie :

a) Reis en verblijfkosten	fr. 300,000
b) Werken gedaan voor dezen dienst	25,000

2. Koepokinrichting van den Staat :

a) Reis en verblijfkosten	fr. 3,000
b) Werken gedaan voor deze inrichting.	12,000

ART. 31.

De tekst van dit crediet diende nauwkeuriger te zijn.

Uwe Commissie stelt volgende tekst voor, die reeds in de toelichting van de Begrooting voorkomt :

a) Toezicht over den gezondheidsdienst. Toezicht der apotheken. Laboratorium van bacteriologie : kosten van materieel alsook voor het nemen en ontleden van stalen	fr. 150,000
b) Koepokinrichting van den Staat : kantoorkosten en kosten van materieel	56,000

ART. 32.

Zelfde aanmerking als hooger.

Het bedrag der credieten wordt daarbij verminderd, doordat de post : reis- en verblijfkosten, verlaagd wordt.

Uwe Commissie stelt volgende tekst voor :

a) Hooge openbare gezondheidsraad : vergoedingen, zitpenningen, reis en verblijfkosten; drukkosten en verschillende uitgaven	fr. 53,000
b) Provinciale geneeskundige commissiën en andere commissiën van den gezondheidsdienst afhangelde : vergoedingen, zitpenningen, reis- en verblijfkosten, drukkosten en verschillende uitgaven	fr. 217,000

ART. 35.

Het bedrag van het crediet dient op 30,000 frank gebracht te worden.

In 1920 werd er voor de verspreiding der gezondheidsleer slechts 10,000 frank uitgegeven; dit cijfer dient gehandhaafd te worden.

Uwe Commissie stelt volgende tekst voor :

- a) Toelagen aan de vroedvrouwen gedurende hare studiën en daarna : 1° om haar te helpen zich te vestigen ; 2° om haar te vergoeden voor de kosteloze zorgen die zij aan behoeftige vrouwen verstrekken fr. 20,000
- b) Verspreiding der gezondheidsleer : voordrachten en verschillende kosten. Uitgaven van schriften betreffende de geneeskunde ; toelagen en inschrijvingen 10,000

ART. 39.

De tekst dient gewijzigd en het bedrag van het crediet op 3,000 frank te worden gebracht wegens vermindering van den post : Reiskosten.

Uwe Commissie stelt volgende tekst voor :

- a) Toezicht over de fabricatie en den handel in eetwaren en centraal ontledingslaboratorium : reis- en verblijfskosten. fr. 225,000
- b) Toezicht over de fabricatie en den handel in eetwaren en centraal ontledingslaboratorium : werken gedaan betreffende deze diensten. 20,000

ART. 40.

Uwe Commissie stelt eene vermindering van 20,000 frank voor op post a van het artikel en eene wijziging van den tekst van het artikel.

Uw verslaggever is het eens met het betrokken bestuur over deze voorgestelde vermindering van uitgaven.

- a) Toezicht over de fabricatie en den handel in eetwaren : kosten voor kantoor en materieel, van staalname en -ontleding. fr. 150,000
- b) Ontledingslaboratoria, materieel. 21,000
- c) Kosten van deelneming aan de tentoonstellingen en congressen 4,000
- d) Drukwerk en allerhande uitgaven 15,000

ART. 42.

Uwe Commissie stelt eene nieuwe tekst voor en eene credietvermindering van 1,000 frank op den post : reiskosten.

Het artikel zal luiden als volgt :

- a) Toezicht over de gezondheidswerken, reis- en verblijfskosten, fr. 50,000
- b) Toezicht over de gezondheidswerken : werken gedaan betreffende dit toezicht 4,000

ART. 44.

Een lid van uwe Commissie had eene wijziging van den tekst voorgesteld, met het doel de uitgave nader te bepalen, waarvoor dit crediet bestemd is.

Uwe Commissie kan die zienswijze niet goedkeuren.

Het crediet laat toe toelagen te schenken voor de uitvoering van werken van volksgezondheid en voor het bestudeeren van soortgelijke werken. Bij dien tekst iets bijvoegen, zou kunnen aanleiding geven voor bezwaarlijke verklaring van dit artikel.

Het onderzoek van dit artikel raakt een gewichtiger vraagstuk aan.

Het crediet in de begrooting voorzien bedraagt 2,000,000 frank, wat 550,000 frank meer is dan in de Begrooting voor 1921 werd voorzien.

De toelagen door den Staat beloofd bedragen 9,869,621 frank.

De opgave van de verbintenissen door den Staat aangegaan, is te vinden in Bijlage II van dit verslag.

Hoe zij ook wensche de hygiënische uitrusting van het land volledig te zien; niettegenstaande hare overtuiging dat de uitvoering van gezondheidswerken de werkloosheid kan doen verminderen, is uwe Commissie van meening, dat de lijst der goedgekeurde werken opnieuw dient onderzocht te worden. Er moeten ontwerpen in voorkomen die zonder bezwaar kunnen uitgesteld worden. De Commissie wenscht eens te meer te bevestigen dat de uitgave zich moet beperken tot het streng en onmiddellijk noodzakelijke en dat zij het bedrag van het in het ontwerp van begrooting voorziene crediet niet mag verhoogen.

HOOFDSTUK XI**Maatschappelijk Kinderwelzijn.**

Over dit hoofdstuk werd geen opmerking gemaakt. Het crediet, bij artikel 51 voorzien, kan met 50,000 frank verminderd worden wegens overdracht van den post : duurtetoeslag.

HOOFDSTUK XII.**ART. 53.**

Het bedrag van het crediet kan met 10,000 frank worden verminderd.

Het totaal bedrag der verminderingen door de Commissie voorgesteld is 1,293,700 frank door overdracht van de posten : duurtetoeslagen, en 294,630 frank door vermindering van credieten.

Daar de post : duurtetoeslag, op de buitengewone begrooting moet voorkomen

voor een som van 970,475 frank, zoo heeft ten slotte uwe Commissie, voor het Departement van Binnenlandsche Zaken, de voor 1921 geraamde credieten met 617,875 frank verminderd.

Uwe Commissie heeft de eer U voor te stellen, het ontwerp van begrooting voor de Binnenlandsche Zaken goed te keuren zooals het door haar werd gewijzigd.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

BIJLAGE I

TABEL V

MINISTERIE VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN

Indeeling der uitgaven.

Artikelen.	AANDUIDING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Aan- gevraagd crediet.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voort- vloeiende uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	HOOFDSTUK I.					
	HOOFDBESTUUR.					
1	a) Jaarwedde van den Minister	44,000	44,000	»	»	
	b) Representatiekosten					
2	a) Wedden van indienstzijnden	1,765,908	1,682,460	»	»	
	b) Id. beschikbaar gestelden		8,335	»	»	
	c) Regeeringsraden		36,000	»	»	
	d) Wetgeving (10,000). — Toe- zicht (25,143). — Advocaat (4,000)		39,143	»	»	
3	Toegestane buitengewone werken	15,000	15,000	»	»	
4	a) Materieel (Hotel en bureelen)	219,000	216,500	»	»	
	b) Bulletin van het Ministerie		2,500	»	»	
5	Reiskosten	7,500	7,500	»	»	
		2 051,408	2 051,408	»	»	
	HOOFDSTUK II.					
	PENSIOENEN EN STEUNGELDEN.					
6	Pensioenen 1 ^{sten} termijn	15,000	»	15,000	»	Algemeene wet op de pensioenen.
7	Kas der gemeentesecretarissen. Toelagen	150,000	»	150,000	»	Wet van 30 Maart 1861.
8	Steungelden	15,000	»	»	15,000	Komt voor als aanvullend pen- sioen.
		180,000	»	165,000	15,000	

Artikelen.	AANDUIDING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Aan- gevraagd crediet.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voort- vloeiend uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	HOOFDSTUK III.					
	ALGEMEENE STATISTIEK.					
9	Centrale commissie voor statistiek. Personeel	21,608	21,608	»	»	Slechts voor memorie. <i>Niets uit- getrokken sedert 1896.</i>
10	Spellingscommissie.	320	»	»	320	
11	Centrale commissie voor statistiek Materieel	45,560	42,560	»	3,000	
12	Bibliotheek voor statistiek. . . .	9,800	9,800	»	»	Jaarlijksche toelage voor den In- ternationalen dienst der statis- tiek.
		77,288	73,968	»	3,320	
	HOOFDSTUK IV.					
	PROVINCIE- EN GEMEENTEZAKEN.					
13	Jaarwedden der gouverneurs ⁽¹⁾ , afgevaardigden ⁽²⁾ en griffiers ⁽³⁾	891,300	854 800	»	»	⁽¹⁾ Koninklijk besluit van 2 April 1920. ⁽²⁾ Wet van 20 Juli 1920. ⁽³⁾ Koninklijk besluit van 2 April 1920.
	Vergoedingen gouverneurs, afge- vaardigden, griffiers.	»	36 800	»	»	
14	Jaarwedden enz. van de bedienden	4,648,912	4,648,912	»	»	
15	Economische begroting	655,000	653,000	»	»	⁽¹⁾ Koninklijk besluit van 2 April 1920.
16	Arrondissementscommissarissen, enz., jaarwedden ⁽¹⁾	1,613,700	1,501,200	»	»	
	Kantoorkosten	»	112,500	»	»	
17	Reiskosten, enz.		120,000	»	»	
	Drukwerk		4,000	»	»	
	Telefoon-abonnementen	150,000	9,000	»	»	
	Opgelegde zendingen		»	1,000	»	
	Aanduiding der grenspalen		»	1,000	»	
	Technische comiteiten.		»	15,000	»	
18	Politie van Brussel	750,000	»	»	750,000	
		8,708,912	7,941,912	17,000	750,000	
	HOOFDSTUK V.					
	KIEZAKEN.					
19	Vergoedingen voor verplaat- sing, enz.	30,000	»	30,000	»	Kieswetboek, artikel 71.

Artikelen.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Aan- gevraagd crediet.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voort- vloeiende uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
20	a) Drukkosten, bezwaarschriften, kieszaken	17,000	»	3.000	»	Kieswetboek, artikel 94.
	b) Materieel en drukwerk		12,000	»	»	ART. 20 ^b . — Vermits de ge- meentekiezingen, die voor 1920 waren voorzien, slechts in 1921 plaats vinden, volgt er uit dat de kosten van drukwerk der onder- richtingen aan de voorzitters der kiescolleges over te maken en al de andere kosten moeten uitgetrokken worden op de be- grooting voor 1921 in plaats van op die voor 1920. Daarentegen zal het overeenkomend artikel voor 1920 een overschot laten.
	c) Telegrammen, rechtswerken		2 000	»	»	
21	a) Kiespapier	400,000	»	225,000	»	Kieswetboek, artikel 195.
	b) Zitpenningen			150,000	»	Id. id. 149.
	c) Kosten voor verplaatsing			10,000	»	Id. id. 149.
	d) Gedingen in kieszaken			15 000	»	Id. id. 125.
						ART. 21. — Na de kiezingen voor de gemeente, de provincie en de kainers, die plaats vinden in 1921, zal de voorraad kiespa- pier uitgeput zijn, en zal men tot eene aanbesteding dienen over te gaan.
22	Vervoer per spoor	200 000	»	200,000	»	Kieswetboek, artikel 172 ^{bis} .
	HOOFDSTUK VI. MILITIE.	647,000	14,000	633,000	»	
23	Gedingheslissende rechtsmachten	300 000	»	300,000	»	ART. 23. — Deze uitgaven wor- den noodzakelijk gemaakt door de militiewet en de Koninklijke besluiten genomen ter uitvoering dezer wet. Door een ontwerp dat thans aan den Raad van den Minis- ter is onderworpen, wordt de gansche onwerking der militie- wet voorzien; de kosten der toe- passing zullen daarom niettemin in zekere mate voor het departe- ment verminderen. Zoolang echter het Parlement geen uit- spraak over het ontwerp heeft gedaan, kan niemand de hoe- veelheid dezer vermindering be- palen, waardoor ten volle deze sommen en vooral hunne niet beperking worden gerechtvaardigd.
24	Registers, certificaten	180,000	»	100,000	»	
		100,000	»	400,000	»	
	HOOFDSTUK VII. POMPIERSKORPS.					
25	Toelagen, materieel, brand. Ver- goedingen aan de afgevaar- digden	100,000	1,300	»	98,700	
		100,000	1,300	»	98,700	
	HOOFDSTUK VIII. EERETEKENEN, ENZ.					
26	Burgerlijke eeretekens	150,000	»	»	150,000	
27	Geldelijke belooningen	2,500	»	»	2,500	
		152,500	»	»	152,500	

Artikel.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Aan- gevraagd crediet.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voort- vloeiende uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
	HOOFDSTUK IX.					
	IJZEREN KRUIS.					
28	Steungeld ijzeren kruis	6,000	»	»	6,000	
		6,000	»	»	6,000	
	HOOFDSTUK X.					
	GEZONDHEIDSDIENST.					
29	a) Toezicht over den gezond- heidsdienst, personeel	604,540	577,440	»	»	
	b) Pokinentingsdienst, personeel	»	27,100	»	»	
30	a) Toezicht over den gezondheids- dienst, reiskosten, werken	345,000	330,000	»	»	
	b) Pokinentingsdienst, reiskos- ten, werken	»	15,000	»	»	
31	a) Toezicht gezondheidsdienst. Materieel	206,000	130,000	»	»	
	b) Pokinentingsdienst. - Materieel	»	56,000 ⁽¹⁾	»	»	
32	a) Hooge gezondheidsdienst	275,000	53,000	»	»	Wet van 12 Maart 1918 op het uitoefenen van de verschillende takken der geneeskunde.
	b) Geneeskundige Commissie.	»	»	220,000	»	
33	Gezondheidsdienst der havens	270,000	»	270,000	»	Gezondheidswet van 18 Juli 1831.
34	a) Prophylaxis besmettelijke ziek- ten	620,000	»	»	600,000	Prophylaxis van besmettelijke ziekten en kosteloos afleveren van serum.
	b) Drukwerk	»	20,000	»	»	
35	a) Toelagen aan vroedvrouwen	60,000	»	»	20,000	
	b) Verspreiding der gezondheids- leer	»	»	»	40,000	
36	Tentoonstellingen en congressen	20,000	»	»	20,000	
37	Internationaal dienst voor ge- zondheid	12,725	12,725	»	»	Internationale overeenkomst van Parijs 1903.
38	Eetwaren. Personeel	342,150	»	342,150	»	Wet van 4 Augustus 1890 op het vervalschen van eetwaren.
39	Eetwaren, reiskosten, werken	250,000	»	250,000	»	Id.
40	a) Eetwaren, kantoorkosten	210,000	»	170,000	»	Id.
	b) Eetwaren, laboratorium voor ontledingen	»	»	24,000	»	Id.
	c) Eetwaren, tentoonstelling en congressen	»	»	»	4,000	Id.
	d) Eetwaren, drukwerk, enz.	»	»	15,000	»	Id.

Artikelen.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Aan- gevraagd crediet.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voort- vloeiende uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven.	Aanmerkingen.
41	Gezondheidswerken, personeel	61,500	61,500	»	»	Aangewend crediet.
42	Id. reiskosten .	55,000	55,000	»	»	
43	Id. kantoorkos- ten	10,000	8,000	»	2,000	
44	Aanmoediging openbare gezond- heid	2,000,000	»	»	2,000,000	
45	Academie van geneeskunde . .	80,000	80,000	»	»	
46	Auto's.	150,000	150,000	»	»	
		4,571,915	1,597,565	1,288,150	2,686,000	
	HOOFDSTUK XI.					
	MAATSCHAPPELIJK KINDERWELZIJN					
47	Maatregelen. Toelagen . . .	35,000	»	»	35,000	30,000 frank reeds aange- vraagd.
48	Tentoonstellingen en congressen.	10,000	»	»	10,000	
49	Intern. dienst voor kinderbe- scherming.	3,000	»	»	3,000	Overeenkomst.
50	Onderschrijvingen	500	500	»	»	
51	Toelagen :					
	a) Zuigelingen			1,350,000	»	Wet van 5 September 1919 tot instelling van het nationale werk voor kinderwelzijn.
	b) Melkvoorziening			6,000,000	»	
	c) Moederkeukens			1,300,000	»	
	d) Schoolmaaltijden			1,350,000	»	
	e) Keukens voor zwakke kinde- ren	16,050,000		725,000	»	
	f) Koloniën voor zwakke kinde- ren		»	3,600,000	»	
	g) Kinderen uit de verwoeste streken			1,000,000	»	
	h) Bestuurskosten		675,000	»	»	
	i) Duurtetoeslag		50,000	»	»	
52	Vergoedingen aan den secreta- ris-generaal	18,000	18,000	»	»	
		16,116,500	743,500	15,325,000	48,000	
	HOOFDSTUK XII.					
	VERSCHILLENDE EN ONVOORZIENE UITGAVEN.					
53	Onvoorziene uitgaven	20,000	20,000	»	»	Wet van 27 Mei 1890 en van 19 Juli 1919.
54	Toelagen aan de gewezen poli- tieke gevangenen	6,000	»	»	6,000	
55	Nationale feesten	106,000	»	106,000	»	
56	Renten	1,400	1,400	»	»	
57	Jaarwedden van beschikbaarheid.	2,400	2,400	»	»	
		135,800	23,800	106,000	6,000	

Artikelen.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Aan- gevraagd crediet.	Bestuurs- uitgaven.	Uitgaven voort- vloeiende uit de toepassing van eene wet.	Niet verplichte uitgaven	Aanmerkingen.
	HOOFDSTUK XIII. UITZONDERLIJKE UITGAVEN.					
58	Algemeene volkstelling . . .	1,500,000	»	1,500,000	»	Toepassing der wet van 2 Juni 1856 en van 25 Mei 1880.
59	Prijs (geneeskundige wetenschap- pen)	5,000	»	»	5,000	
60	Werken van de Commissie van 's Lands Erkentelijkheid . . .	20,000	20,000	»	»	Wet van 3 Augustus 1919 op de openbare ambten die deze Commissie erkennen. Artikel 10, wet van 14 Juli 1919. Gezondheidswet van 18 Juli 1831.
61	Gedenkteekens	75,000	»	75,000	»	
62	Gezondheidsdienst aan de zeeha- vens	100,000	»	100,000	»	
		1,700,000	20,000	1,675,000	5,000	

BIJLAGE II

GEZONDHEIDSWERKEN

Tabel der besliste uitgaven.

PROVINCIE ANTWERPEN	fr.	234,744
Id. BRABANT		1,245,576
Id. WEST-VLAANDEREN		419,198
Id. OOST-VLAANDEREN		147,198
Id. HENEGOUW		4,573,572
Id. LUIK		2,226,953
Id. LIMBURG		63,628
Id. LUXEMBURG		791,916
Id. NAMEN		166,036
Te ZAMEN.		<u>9,869,621</u>

PROVINCIE ANTWERPEN.

Te zamen : 234,744 frank.

Voornaamste werken.

Deurne Pompstation tot afvoer van het rioolwater en aanleggen
van eene riool onder de Muggenberglei. fr. 159,400

Werken van minder belang te : Wuestwezel, Mechelen, Deurne, Wommel-
ghem, Lier, Itegem en Oolen.

PROVINCIE BRABANT.

Te zamen : 1,245,576 frank.

Voornaamste werken.

Penthy Aanleggen van riolen 41,666
Evere Vergrooting van het kerkhof. 67,497

Dieghem . . .	Het bouwen van drie paviljoenen voor besmettelijke zieken fr.	174,584
Jette-S'-Pieters .	Riolen in onderscheidene straten	140,008
Vorst	Hoofdruijter aan de Luttre-brug	73,333
S'-Pieters-Jette .	Rioolwerken in verscheidene straten	101,920
Beggynendyck .	Aanleggen van een nieuw kerkhof	30,480
S'-Pieters-Jette .	Riool in de Belgica-laan	50,113
Strombeek-Bever.	Riolen in verscheidene straten	85,811
Tweebeeck . . .	Riolen in de Nijvel-sstraat, Bergen-sstraat, enz.	48,333
Lasnes-Chapelle		
Saint-Lambert .	Aanleggen van een nieuw kerkhof	34,425
Hougaerde . . .	Id. id. id.	39,000

Werken van minder belang te Ternath, Bousval, Hougaerde, Grimbergen, Vilvoorden, Scherpenheuvel, Monstreux, Ruysbroeck, Wilsele, Court-Saint-Étienne, Hoeylaert, Etterbeek, Orp-le-Grand, Boutersem, Vorst, Tweebeeck, Quenast, S^{te}-Margareta-Hauthem, Lembeek, Auderghem, Beyghem.

PROVINCIE WEST-VLAANDEREN

Te zamen : 419,198 frank.

Voornaamste werken.

Dottignies. . .	Aanleggen van een kerkhof fr.	30,000
Oostende . . .	Herstellingswerken aan de door de legers beschadigde riolen	287,420
Id.	Paviljoen tot ontsmetting	37,000

Werken van minder belang te Iseghem, Rumbeke, Thielt, Cachthem, Blankenberghe, Moorseele, Ingelmunster, Knoeke.

PROVINCIE OOST-VLAANDEREN.

Te zamen : 147,999 frank.

Voornaamste werken.

Caleken	Uitbaggering en verbetering van de vaart fr.	34,055
Saffelaere . . .	Rioolwerken	34,500

Werken van minder belang te Zwyndrecht, Idderghem, Sint-Gilles-bij-Dendermonde, Sinte-Maria-Hoorebeke, Ninove, Lovendegem.

PROVINCIE HENEGOUW

Te zamen : 4,573,572 frank.

Voornaamste werken.

Haine-S ^t -Pierre en Haine-S ^t -Paul.	Rioolwerken op de baan Bergen-Nijvel. . . fr.	46,074
Montignies-sur- Sambre	Aanleggen van riolen in verscheidene straten .	58,274
Morlanwelz . . .	Rioolstelsel op den rechteroever der Haine. .	49,133
Wanfercée-Baulet	Aanleggen van een nieuw kerkhof	102,000
Fontaine- l'Évêque	Aanleggen van riolen in verscheidene straten .	47,700
Jemappes	Id. Id. Id.	42,600
Trazegnies . . .	Rioolwerken.	240,200
Gilly en Lodelinsart . . .	Id.	117,770
Maurage	Id.	34,000
Châtelineau . . .	Aanleggen van riolen in verscheidene straten .	128,700
Roux	Riolen in de rue de Marchienne en de la Glacerie	43,323
Ecaussines- d'Enghien. . . .	Riolen in den weg des Noires Terres	72,391
Wiheries	Aanleggen van eene waterleiding	37,410
Jumet	Riolen in de rues Puissant en de Dampremy .	74,659
Monceau-sur- Sambre	Riolen in de rues Gontroux, Hans, enz. . . .	106,206
Haine-S ^t -Pierre en Haine-S ^t -Paul.	Aanleggen van eene waterleiding	1,659,132
Gosselies	Riolen in de rues Ransart, de l'Avenir, enz. .	51,509
Marcinelle. . . .	Riolen in de rues de Beaumont en de Charleroi	154,781
Courcelles. . . .	Riolen in de rues Sartis, du Progrès en de Mar- chienne	53,557
Thiméon	Riolen op de baan Gosselies-Nijvel	36,001
Gouy-lez-Piéton.	Riolen in de rues Ferrer, du Moulin en de la Station	67,421
Bois-d'Haine . . .	Riool in den weg Petit Bois d'Hainé	35,646
Trazegnies . . .	Aanleggen van riolen in verscheidene straten .	515,091

Werken van minder belang te : Houdeng-Goegnies, Montignies-sur-Sambre, Montignies-St-Christophe, Ecaussines-d'Enghien, Zinnik, Flobecq.

Morlanwelz, Houdeng-Aimeries, Lodelinsart, Fontaine-l'Évêque, Joncret, Chapelle-lez-Herlaimont, Pâturages, Haine-St-Paul, 's Graven-Braket, Dour, Charleroi, Stambruges, Lambusart, Gosselies, Binche, Masnuy-St-Pierre, Marche-lez-Écaussines.

PROVINCIE LUIK

Te zamen : 2,226,953 frank.

Voornaamste werken.

Cornesse	Waterleidingswerken fr.	39,672
Wegnez	Watergangen	32,200
Forêt	Het bevaarbaar maken der beek van Beaufays naar Sainry	47,400
Esneux	Riolen op het gehucht Fontin	30,000
Spa	Het leveren van 70 koperen badkuipen aan de badinrichting	147,504
Id. . . .	Wederopbouw van het Casino	29,970
Emburg	Waterleiding	85,500
Jupille	Aanleggen van riolen	40,925
Tilff	Id.	68,544
Ampsin	Id.	88,200
Limbourg	Werken aan de watergangen	31,700
Ramet-Ivoz	Id.	54,300
Pepinster	Vergrooting van het kerkhof	66,960
Fosses-s/Salm	Aanleggen van eene waterleiding	366,666
Beyne-Heusay	Aanleggen van riolen in verscheidene straten	31,800
Marchin	Aanleggen van eene waterleiding	274,650
Limbourg	Aanleggen van een kerkhof	110,160
Ensival	Aanleggen van een rioolstelsel	318,666
Seraing	Aanleggen van riolen in verscheidene straten	46,650
Herstal	Rioolwerken	62,666
Andrimont	Uitbreiding van het rioolstelsel	62,500
Id. . . .	Uitbreiding van de waterleiding	53,074

Werken van minder belang te : Angleur, Seilles, Grivegnée, Cheratte, Moxhe, Nessonvaux, Chaudfontaine, Stoumont, Wanze, Esneux, Chénée, Jupille, Sart-lez-Spa, Spa, Rotheux-Rimières, Basse-Bodeux, Saint-Nicolas, Liernaux, Villers-le-Peuplier, Landenne, Rosoux-Crenwick, Awans, Hodeigne.

PROVINCIE LIMBURG.

Te zamen : 63,621 frank.

Voornaamste werken.

Herck-de-Stad	Omheining van het kerkhof fr.	12,792
Heusden	Omheining en vergrooting van het kerkhof. . .	13,740
Wychmael	Werken aan het kerkhof	12,142
Overpelt	Id. id.	15,416

Werken van minder belang te : Marlinne, Fologne, Wilderen.

PROVINCIE LUXEMBURG.

Te zamen : 791,916 frank.

Voornaamste werken.

Virton	Riolen in verschillende straten	46,000
Aarlen	Id. id.	30,000
Pussemanage	Aanlegging eener waterleiding	45,127
Bastenaken	Heropbouw van eene waschplaats	23,280
Houffalize	Riolen in verschillende straten	71,160
Marcour	Werken van waterleiding	79,000
Marche	Aanlegging eener waterleiding	116,670
Offagne	Id. id.	63,666
Tillet	Id. id.	50,800
Fays-les-Veneurs	Id. id.	87,250

Werken van minder belang : Messancy, Tintigny, Bastenaken, Aye, Muno, Tournay, Waha, Bortlon, Marche, Laroche, Barvaux-sur-Ourthe, Virton, Harre, Saint-Vincent, Izel, Tavigny, Saint-Hubert, Aarlen, Châtillon, Chiny, Beausaint, Auby, Suxy, Hautfays, Nolleaux, Tillet.

PROVINCIE NAMEN.

Te zamen : 166,035 frank.

Voornaamste werken.

Auvelais	Aanleggen van een nieuw kerkhof fr.	40,544
Mesnil-S ^t -Blaise .	Dempen van 4 poelen	18,570
Andenne	Uitbreiding van de waterleiding	24,027
Velaine-sur-Sam- bre	Rioleering	14,446
Assesse	Waterwinning	10,351

Werken van minder belang te Wanlin, Florennes, Winenne, Haltinne, Gembloers, Tamines, Rochefort, Drehançé, Pondrome, Vedrin, Rhinnes, Grand-Manil, Champion.

BUDGET DE L'INTÉRIEUR
(TABLEAU V)

Amendements proposés
par la Commission du Budget.

CHAPITRE PREMIER

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 2.

Supprimer les mots : « (y compris une somme de 174,300 francs pour indemnité mobile de vie chère) » **et réduire le crédit de 1,765.908 francs à 1,591,604 francs** par transfert à l'extraordinaire du poste : indemnité de vie chère.

ART. 3.

Réduire le crédit de 15,000 fr. à 10,000 francs.

ART. 4.

Rédiger l'article comme suit :

a) Fournitures de bureau, impressions et réparations de meubles, éclairage, chauffage, menues dépenses. Frais du « Bulletin du Ministère » fr. 177,000

b) Emploi d'automobiles par le Ministre . . . fr. 38,000

TOTAL. fr. 215,000

BEGROOTING
VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN
(TABEL V)

Amendementen voorgesteld
door de Begrootingscommissie.

EERSTE HOOFDSTUK.

HOOFDBEHEER.

ART. 2.

De woorden : « (inbegrepen eene som van 174,300 frank voor veranderingen duurtetoeslag) » **te doen wegvallen** en, ten gevolge van het opnemen van den post : duurtetoeslag onder de buitengewone uitgaven, **het crediet van 1,765,908 frank te verminderen tot 1,591,604 frank.**

ART. 3.

Het crediet van 15,000 frank te verminderen tot 10,000 frank.

ART. 4.

Dit artikel te doen luiden :

a) Kantoorgerief, drukwerk, aankoop en herstelling van meubelen, licht, vuur, kleine uitgaven. Kosten van het « Bulletin du Ministère » . . . fr. 177,000

b) Gebruik van automobielen door den Minister. . . 38,000

TE ZAMEN. . fr. 215,000

CHAPITRE II.

PENSIONS ET SECOURS.

ART. 8.

Réduire le crédit de 15,000 francs à 12,000 francs.

CHAPITRE III.

STATISTIQUE GÉNÉRALE.

ART. 9.

Supprimer les mots : « (y compris une somme de 2,400 francs pour indemnité mobile de vie chère) » **et réduire le crédit de 21,608 francs à 19,208,** par transfert à l'extraordinaire du poste : indemnité de vie chère.

ART. 10.

Supprimer cet article.

ART. 11.

Réduire le crédit de 45,560 francs à 35,000 francs.

CHAPITRE IV.

AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

ART. 13.

1. Supprimer les mots : « (y compris une somme de 21,500 francs pour indemnité mobile de vie chère) » **et réduire le crédit de 891,300 francs à 865,050 francs** par transfert à l'extraordinaire du poste : indemnité de vie chère.

HOOFDSTUK II.

PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

ART. 8.

Het crediet van 15,000 frank te verminderen tot 12,000 francs.

HOOFDSTUK III.

ALGEMEENE STATISTIEK.

ART. 9.

De woorden : (inbegrepen eene som van 2,400 frank voor veranderlijken duurtetoeslag) **te doen wegvallen en,** ten gevolge van het opnemen van den post : duurtetoeslag onder de buitengewone uitgaven, **het crediet van 21,608 frank te verminderen tot 19,208 francs.**

ART. 10.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 11.

Het crediet van 45,560 frank te verminderen tot 35,000 frank.

HOOFDSTUK IV.

PROVINCIALE ZAKEN EN GEMEENTEZAKEN.

ART. 13.

1. De woorden : (inbegrepen eene som van 21,500 frank voor veranderlijken duurtetoeslag) **te doen wegvallen en,** ten gevolge van het opnemen van den post : duurtetoeslag onder de buitengewone uitgaven, **het crediet van 891,300 frank te verminderen tot 865,050 frank.**

2. Rédiger l'article comme suit :

a) Traitement des gouverneurs, des membres des députations permanentes et des greffiers de provinces, fr. 854,800

b) Indemnité familiale des gouverneurs et des greffiers provinciaux. Indemnités de résidence des greffiers des provinces 10,250

TOTAL. . fr. 865,050

ART. 14.

Supprimer les mots : « (y compris une somme de 670,000 francs pour indemnité mobile de vie chère) » **et réduire le crédit de 4,648,912 francs à 3,978,912 francs** par transfert à l'extraordinaire du poste : indemnité de vie chère.

ART. 16.

Supprimer les mots : « (y compris une somme de 194,000 francs pour indemnité mobile de vie chère) » **et réduire le crédit de 1,613,700 fr. à 1,419,700 francs** par transfert à l'extraordinaire du poste : indemnité de vie chère.

ART. 17.

Réduire le crédit de 150,000 fr. à 134,000 francs.

CHAPITRE VI.

MILICE.

ART. 23.

Réduire le crédit de 300,000 francs à 150,000 francs.

2. Het artikel te doen luiden :

a) Jaarwedden van de gouverneurs, van de leden der bestendige deputaties en van de provinciale griffiers. fr. 854,800

b) Gezinsvergoeding voor de gouverneurs en de provinciale griffiers. Verblijfsvergoeding voor de provinciale griffiers. 10,250

TE ZAMEN. . . fr. 865,050

ART. 14.

De woorden : « (inbegrepen eene som van 670,000 frank voor veranderlijken toeslag) » **te doen wegvallen en**, ten gevolge van het opnemen van den post : duurtetoeslag onder de buitengewone uitgaven, **het crediet van 4,648,912 frank te verminderen tot 3,978,912 frank.**

ART. 16.

De woorden : « (inbegrepen eene som van 194,000 frank voor veranderlijken toeslag) » **te doen wegvallen en**, ten gevolge van het opnemen van den post : duurtetoeslag onder de buitengewone uitgaven, **het crediet van 1,613,700 frank te verminderen tot 1,419,700 frank.**

ART. 17.

Het crediet van 150,000 frank te verminderen tot 134,000 frank.

HOOFDSTUK VI.

MILITIE.

ART. 23.

Het crediet van 300,000 frank te verminderen tot 150,000 frank.

ART. 24.

Réduire le crédit de 100,000 francs à 75,000 francs.

CHAPITRE X.

SERVICE DE SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE.

ART. 29.

Supprimer les mots : « (y compris une somme de 94,500 francs, pour indemnité mobile de vie chère) » et réduire le crédit de 604,540 francs à 510,040 francs par transfert à l'extraordinaire du poste : indemnité de vie chère.

ART. 30.

Rédiger l'article comme suit :

1. Inspection du service de santé et d'hygiène. Inspection des pharmacies. Laboratoires de bactériologie de l'Etat :

- a) Frais de route et de séjour . . . fr. 300,000
- b) Travaux effectués et relatifs à ces services . . . 25,000

2. Office vaccinogène de l'Etat :

- a) Frais de route et de séjour . . . fr. 3,000
- b) Travaux effectués et relatifs à ce office. 12,000

TOTAL . . fr. 340,000

ART. 31.

Rédiger l'article comme suit :

a) Inspection du service de santé et

ART. 24.

Het crediet van 100,000 frank te verminderen tot 75,000 frank.

HOOFDSTUK X.

GEZONDHEIDSDIENST.

ART. 29.

De woorden : (inbegrepen eene som van 94,500 frank voor veranderingen duurtetoeslag) te doen wegvallen en, ten gevolge van het opnemen van den post : duurtetoeslag onder de buitengewone uitgaven, het crediet van 604,540 frank te verminderen tot 510,040 frank.

ART. 30.

Dit artikel te doen luiden :

1. Toezicht van den gezondheidsdienst Toezicht op de apotheken. 's Rijks bacteriologische laboratoriums :

- a) Reis- en verblijfskosten . . . fr. 300,000
- b) Verrichte werken, betreffende die diensten . . . 25,000

2. 's Rijks dienst voor kookkinenting :

- a) Reis- en verblijfskosten . 3,000
- b) Verrichte werken betreffende dien dienst . . . 12,000

Fr. 340,000

ART. 31.

Dit artikel te doen luiden :

a) Toezicht van den gezondheids-

d'hygiène. Inspection des pharmacies.
Laboratoire de bactériologie : frais de
bureau, de matériel, de prise et d'ana-
lyse d'échantillons. . . . fr. 150,000

b) Office vaccinogène de
l'État : frais de bureau et de
matériel. 56,000

TOTAL. . fr. 206,000

ART. 32.

Rédiger l'article comme suit :

a) Conseil supérieur d'hygiène pu-
blique : indemnités, jetons de présence,
frais de route et de séjour ; impressions
et dépenses diverses . . . fr. 53,000

b) Commissions médicales
provinciales et autres commis-
sions ressortissant à l'admi-
nistration du service de santé
et d'hygiène : indemnités,
jetons de présence, frais de
route et de séjour, impressions
et dépenses diverses . . . fr. 217,000

TOTAL. . . fr. 270,000

ART. 33.

Supprimer les mots : « (y com-
pris une somme de 45,000 francs pour
indemnité mobile de vie chère) » **et**
réduire le crédit de 270,000 francs
à 225,000 francs par transfert à l'ex-
traordinaire du poste : indemnité de vie
chère.

ART. 35.

Rédiger l'article comme suit :

a) Subsidés aux sages-femmes pen-
dant et après leurs études : 1° pour les
aider à s'établir ; 2° pour les indemniser

dienst. Toezicht op de apotheken,
Bacteriologisch laboratorium : kantoor-
kosten, kosten van materieel, alsmede
van het nemen en onderzoeken van
monsters fr. 150,000

b) 's Rijksdienst voor koe-
pokinenting : kantoorkosten
en kosten van materieel . . . 56,000

Te zamen. . fr. 206,000

ART. 32.

Dit artikel te doen luiden :

a) Hooge Gezondheidsraad : ver-
goedingen, zitpenningen, reis- en
verblijfkosten, drukwerk en allerlei
uitgaven. fr. 53,000

b) Provinciale geneeskun-
dige commissiën en andere
commissiën afhangende van
het beheer van den gezond-
heidsdienst : vergoedingen,
zitpenningen, reis- en ver-
blijfkosten, drukwerk en aller-
lei uitgaven. 217,000

TE ZAMEN. . . fr. 270,000

ART. 33.

De woorden : « (inbegrepen eene
som van 45,000 frank voor verander-
lijken duurtetoeslag) » **te doen weg-
vallen en**, ten gevolge van het opne-
men van den post : duurtetoeslag onder
de buitengewone uitgaven, **het cre-
diet van 270,000 frank te vermin-
deren tot 225,000 frank.**

ART. 35.

Dit artikel te doen luiden :

a) Toelagen aan vroedvrouwen gedu-
rende en na hare studiën : 1° om tot
hare vestiging bij te dragen ; 2° om haar

des soins de leur art qu'elles donnent gratuitement aux femmes indigentes
fr. 20,000

b) Vulgarisation de l'hygiène : conférences et dépenses diverses. Publications relatives aux sciences médicales : subsides, souscriptions . . . fr. 10,000

TOTAL. . fr. 30,000

ART. 38.

Supprimer les mots : « (y compris une somme de 34,000 francs pour indemnité mobile de vie chère) » **et réduire le crédit de 342,150 francs à 308,150 francs** par transfert à l'extraordinaire du poste : indemnité de vie chère.

ART. 39.

Rédiger l'article comme suit :

a) Inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires et laboratoire central d'analyses : frais de route et de séjour . . . fr. 225,000

b) Inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires et laboratoire central d'analyses : travaux effectués et relatifs à ces services . . . fr. 20,000

TOTAL . fr. 245,000

ART. 40.

Rédiger l'article comme suit :

a) Inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires : frais

te vergoeden wegens hare kosteloze verzorging van behoeftige vrouwen. . . . fr. 20,000

b) Verspreiding der gezondheidsleer : voordrachten en allerlei kosten. Schriften betreffende de geneeskundige wetenschappen, toelagen, inschrijvingen. fr. 10,000

TE ZAMEN. . . fr. 30,000

ART. 38.

De woorden : (inbegrepen eene som van 34,000 frank voor veranderlijken duurtetoeslag) **te doen wegvallen** en, ten gevolge van het opnemen van den post : duurtetoeslag onder de buitengewone uitgaven, **het crediet van 342,150 frank te verminderen tot 308,150 frank.**

ART. 39.

Dit artikel te doen luiden :

a) Toezicht op de bereiding van en den handel in eetwaren en centraal onderzoekingslaboratorium : reis- en verblijfkosten . . . fr. 225,000

b) Toezicht op de bereiding van en den handel in eetwaren en centraal onderzoekingslaboratorium : verrichte werken betreffende die diensten . . . fr. 20,000

TE ZAMEN. . . fr. 245,000

ART. 40.

Dit artikel te doen luiden :

a) Toezicht op de bereiding van en den handel in eetwaren : kantoorkos-

de bureau, de matériel, de prise et d'analyse d'échantillons. . . fr. 150,000

b) Laboratoires d'analyses : matériel 21,000

c) Frais de participation aux expositions et congrès . . . 4,000

d) Impressions et dépenses diverses 15,000

TOTAL. . fr. 190,000

ART. 41.

Supprimer les mots : « (y compris une somme de 8,000 francs pour indemnité mobile de vie chère) » **et réduire le crédit de 61,500 francs à 53,500 francs** par transfert à l'extraordinaire du poste : indemnité de vie chère.

ART. 42.

Rédiger l'article comme suit :

a) Inspection des travaux d'hygiène : frais de route et de séjour fr. 50,000

b) Inspection des travaux d'hygiène : travaux effectués et relatifs à l'inspection . . . 4,000

TOTAL . . fr. 54,000

CHAPITRE XI.

HYGIÈNE SOCIALE DE L'ENFANCE.

ART. 51.

Supprimer les mots : « (y compris une somme de 50,000 francs pour indemnité mobile de vie chère) » **et réduire le crédit de 16,050,000 francs à 16,000,000 francs** par trans-

ten, kosten van materieel, alsmede van het nemen en onderzoeken van monsters fr. 150,000

b) Onderzoekingslaboratoriums : materieel 21,000

c) Kosten van deelneming aan tentoonstellingen en congressen 4,000

d) Drukwerk en allerlei uitgaven. 15,000

TE ZAMEN. . . fr. 190,000

ART. 41.

De woorden : (inbegrepen eene som van 8,000 frank voor veranderlijken duurtetoeslag) **te doen wegvallen** en, ten gevolge van het opnemen van den post : duurtetoeslag onder de buitengewone uitgaven, **het crediet van 61,500 frank te verminderen tot 53,500 frank.**

ART. 42.

Dit artikel te doen luiden :

a) Toezicht op de gezondheidswerken : reis-en verblijfskosten. fr. 50,000

b) Toezicht op de gezondheidswerken : verrichte werken betreffende dit toezicht. . . 4,000

TE ZAMEN. . fr. 54,000

HOOFDSTUK XI.

MAATSCHAPPELIJKE KINDERWELZIJN.

ART. 51.

De woorden : (inbegrepen eene som van 50,000 frank voor veranderlijken duurtetoeslag) **te doen wegvallen** en, ten gevolge van het opnemen van den post : duurtetoeslag onder de bui-

fert à l'extraordinaire du poste : indemnité de vie chère.

CHAPITRE XII.

DÉPENSES DIVERSES ET IMPRÉVUES.

ART. 53.

Réduire le crédit de 20,000 francs à 10,000 francs.

tengewone uitgaven, het crediet van 16,050,000 frank te verminderen tot 16,000,000 frank.

HOOFDSTUK XII.

ALLERLEI UITGAVEN EN ONVOORZIENE UITGAVEN.

ART. 53.

Het crediet van 20,000 frank te verminderen tot 10,000 frank.